BILAN

Économique et social

2013

Nouvelle-Calédonie

isee
Institut de la Statistique
et des Études Économiques
Nouvelle-Calédonie

Sommaire

Synthèse/Summary
Faits marquants

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL
Économie de la Nouvelle-Calédonie

POPULATION-SOCIÉTÉ
Voyages des Calédoniens

EMPLOI
Emploi - Marché du travail

ÉCONOMIE-FINANCES
Prix à la consommation
Échanges extérieurs
Activité bancaire

SYSTÈME PRODUCTIF
Entreprises
Agriculture - Pêche - Aquaculture
Mines - Métallurgie
Énergie
Construction
Transport aérien
Transport maritime
Tourisme

ANNEXE
Chiffres clés

2013 : croissance molle

Après des années de forte croissance, l'activité économique ralentit depuis 2012 et manque encore de tonus en 2013. Elle souffre du recul de la demande intérieure, contrecoup des grands projets privés et publics passés.

Une activité économique ralentie

Le ralentissement amorcé en 2012 se poursuit en 2013 et touche de nombreux secteurs d'activité. Le secteur de la construction, très affecté par la fin des grands chantiers et la contraction de la commande publique et privée, continue de marquer le pas en 2013, même si l'emploi reprend lentement. L'activité touristique peine elle aussi : la fréquentation touristique baisse, impactant la fréquentation hôtelière, déjà fragilisée par le repli de la clientèle locale. Plus généralement, la consommation des ménages est timorée. Malgré une inflation contenue, ils sont soucieux de leur niveau de vie et subissent le retournement de l'emploi. Leurs investissements ralentissent, mais moins toutefois que ceux des entreprises.
Le secteur primaire perd également du terrain. Conséquence directe, la production locale recule, rendant la dépendance alimentaire du territoire envers l'extérieur plus criante. Autre point négatif : le déficit commercial du territoire se creuse en 2013, emporté par le recul des cours du nickel et la dégradation du marché mondial, la quasi-totalité des exportations du territoire étant en effet composées de nickel.
Plus globalement, le manque de dynamisme du secteur privé, joint à l'attentisme des acteurs économiques, freine la consommation et l'investissement, et se traduit par un net fléchissement de l'emploi salarié : elle chute à un niveau historiquement faible (+0,7% sur un an), après avoir oscillé entre +3% et +6% lors des années fastes (2004 à 2011). Ce ralentissement frappe quasiment tous les secteurs.

L'usine du Nord ne tire plus la croissance

La construction des deux usines était un puissant moteur de la croissance : depuis plusieurs années, elle stimulait la création d'entreprise, les investissements publics ou privés, la construction, la consommation intérieure et l'emploi, à travers notamment des besoins en main d'œuvre dans les secteurs de la construction et de l'hébergement et de la restauration. Cette euphorie s'achève désormais. La zone VKP ne tire plus autant l'emploi et les créations d'entreprises, le marché du travail se tend.

Vers une réforme de l'économie ?

L'effondrement de l'impôt des sociétés du nickel et un contexte conjoncturel défavorable pèsent sur les finances de la Nouvelle-Calédonie et en conséquence sur les investissements publics, mais également sur le financement des régimes sociaux. Ainsi, après des années d'intense croissance, l'économie calédonienne semble à un tournant. Elle doit trouver d'autres leviers de développement. La relance de la croissance passe par une amélioration de la compétitivité des entreprises et de la répartition des richesses, et repose donc sur des réformes économiques, sociales et fiscales très attendues par les agents économiques. Le calendrier de certaines d'entre elles a été acté lors de la conférence économique, sociale et fiscale, qui s'est tenue en août 2014.

2013: Slow growth period

After years of strong growth, the economic activity slows down since 2012 and is still lacking tonus in 2013. It suffers from the backward movement of the domestic demand repercussion of the past big private and public projects.

A slowing of the economic activity

The slowing down starting in 2012 continues in 2013 and affects numerous business sectors. The construction sector, very affected by the ending of the big construction sites and the contraction of the state and private demand, continues to slow in 2013, even though the employment starts to pick up again slowly. The tourist activity struggles too: tourist attendance falls, impacting on the hotel occupancy, already weakened by the fold of the local clientele. More generally, the household consumption is weak. In spite of a contained inflation, they worry about their standard of living and undergo the employment setback. Their investments slow down, but less however than those of the companies.
The primary sector also loses ground. As a direct consequence, the local production declines, increasing the territory's food dependence on foreign markets. Other negative point: the trade deficit of the territory keeps growing in 2013, taken by the decline of the nickel prices and the degradation of the world market, indeed almost all of the territory exports consist of nickel.
More generally, the lack of dynamism in the private sector, joined to the waiting-game of the economic actors, slows down consumption and investment, and is translated by a clear weakening of the employment: it falls to a historically low level (+0.7% over one year), having oscillated between +3% and +6% during better years (2004 to 2011). This slowing down strikes nearly all sectors.

The North factory no longer pulls the growth

The construction of the two factories was a mainspring of the growth: for several years, it stimulated the creation of new businesses, public or private investments, constructions, local consumption and employment, mainly through the needs for labour in the construction, accommodation and catering sectors. This euphoria ends at last. The VKP zone doesn't pull the employment and creations of new businesses so much any more, labour market stretches out.

First steps towards a reform of the economy?

The collapse of the nickel corporate tax, and an unfavourable economic context weigh on New Caledonia's finances and therefore on public investments, but also on the financing of social security schemes. So, after years of intense growth, the New Caledonian economy seems at a turning point. It has to find other levers of development. The boost of the growth needs to go through an improvement of the competitiveness of companies and some wealth distribution, and thus rests on economic, social and fiscal reforms eagerly awaited by economic shareholders. The calendar for some of them was validated during the economic, social and fiscal conference, which was held in August, 2014.

FAITS MARQUANTS 2013

Janvier

25 • Social : suite aux manifestations d'une partie des employés de la Sodexo, chargée de la base-vie de Vale NC, un plan d'accompagnement "Rebondexo" est mis en place pour accompagner les employés de Sodexo en phase de démobilisation.

Février

1er • SMG : revalorisation du SMG à 151 138 F.CFP et du SMAG à 128 468 F.CFP.
• Tourisme : réouverture de l'hôtel "Paradis d'Ouvéa" après neuf mois de travaux.

19 • Météorologie : 29 communes sont déclarées sinistrées suite à la dépression tropicale Freda, qui a touché la Nouvelle-Calédonie entre le 29 décembre 2012 et le 3 janvier 2013.

27 • Institutions : Jean-Jacques Brot remplace Albert Dupuy aux fonctions de Haut-Commissaire de la République.

Mars

1er • SMG : revalorisation du SMG à 151 985 F.CFP et du SMAG à 129 189 F.CFP.
• Tourisme : réouverture du "Malabou Beach Hôtel" à Poum après neuf mois de travaux.
• Energie : le dispositif "Ecocash", qui octroie une réduction du prix d'achat pour un équipement ménager à faible consommation d'énergie, est étendu aux lave-linges et aux réfrigérateurs.

22 • Institutions : création au congrès d'une commission spéciale chargée de rechercher en commun le drapeau du pays.

Avril

19 • Nickel : 1re coulée officielle à l'usine du Nord qui lance la phase de production.
• Transferts de compétences : création d'une structure d'accompagnement des transferts de compétences au ministère des Outre-mers, avec Jacques Wadrawane à sa tête.

23 • Prix : le gouvernement décide de créer un observatoire des prix, qui collectera les prix de 10 000 produits de référence dans les points de vente de plus de 350 m².

Mai

7 • Nickel : signature entre les partenaires SMSP et Posco d'un accord d'extension qui prévoit que la capacité de production de l'usine de Gwangyang en Corée du Sud passera de 30 000 tonnes à 54 000 tonnes de nickel contenu par an.

27 • Prix : après 12 jours de grève générale menée par l'intersyndicale contre la vie chère, un protocole de fin de conflit "vie chère" est signé.

31 • Retraite : publication de la loi du pays n°2013-1 du 30 mai 2013 relative au code des pensions de retraites des fonctionnaires relevant des fonctions publiques de Nouvelle-Calédonie.

Juin

24 • Prix : mise en place effective de la baisse de 10% des prix de 500 produits alimentaires, non alimentaires ou d'hygiène, ciblés par le protocole de fin de conflit "vie chère".

27 • Prix : la délibération n°107 du 27 juin 2013 relative à la structure du prix du gaz autorise désormais la révision bimensuelle des tarifs pratiqués.

Juillet

1er • Transferts de compétences : la Nouvelle-Calédonie est désormais compétente en matière de droit civil et de droit commercial.
• Retraite : l'âge de départ à la retraite anticipée du régime de base de la Cafat est passé de 57 ans à 57,6 ans. Les cotisations des retraites complémentaires augmenteront de 0,10% en 2014.

1 au 5 • Nickel : tenue à Nouméa du 5e colloque international du nickel.

5 • Nickel : signature d'un partenariat commercial de 10 ans entre Maï Kouaoua Mines et le fondeur japonais Pacific Metals Company. 250 000 tonnes de minerai garniérite seront extraites chaque année de la mine Ada (Baie N'Go).

9 au 23 • Nickel : l'activité de quelques centres miniers de la SLN (Thio, Tiébaghi, Kouaoua) est perturbée par des blocages.

Août

6	• Retraite : le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie adopte un avant-projet de loi du pays qui modifie le code des pensions de retraite des fonctionnaires de la Nouvelle-Calédonie.
8	• Institutions : Rock Wamytan remplace Gérard Poadja à la présidence du congrès.
13	• Agriculture : certaines communes sont déclarées sinistrées suite aux pluies des 2 et 3 juillet ; une aide sera versée aux agriculteurs touchés.

Septembre

16 et 17	• Transports : tenue du Forum de la mobilité, qui réunit le gouvernement, les provinces et les principaux acteurs du secteur du transport. L'objectif est d'améliorer la mobilité de la population et de résoudre les différents problèmes de transport à l'échelle du pays.
17	• Fiscalité : le gouvernement approuve l'avant-projet de loi du pays qui institue une contribution sur les produits métallurgiques et miniers. Le produit de cette contribution alimentera un fonds pour les générations futures.

Octobre

8	• Prix : publication de la loi du pays n°2013-7 du 27 septembre 2013 relative au plafonnement des prix des produits et prestations de services offerts en Nouvelle-Calédonie. Ce texte, prévu dans le protocole d'accord vie chère signé le 27 mai 2013, prévoit que les prix seront gelés jusqu'au 31 décembre 2014, sauf pour certains produits.
11	• Politique : tenue à Matignon du XI^{e} comité des signataires de l'accord de Nouméa. Il porte principalement sur la mise en œuvre des transferts de compétences et l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie.
14	• Electricité : le rapport d'expertise sur le choix du combustible de la centrale électrique de la SLN est favorable à une centrale au charbon plutôt qu'au gaz, sous réserve que la SLN prenne des mesures de compensation pour ses rejets de CO2.
16	• Transport aérien : signature d'un partenariat entre Aircalin et Air France qui permettra d'optimiser le taux d'occupation des sièges des deux compagnies.
21	• Transport maritime : 1re rotation du navire de marchandises "l'Isan", qui remplace le "Havannah", vendu à Fidji.
31	• Tourisme : l'hôtel "la Promenade" à Nouméa devient officiellement "Hilton Nouméa La Promenade".

Novembre

1er	• Nickel : suite à un arrêté de la province Sud, la SLN utilise désormais du fuel à basse teneur en soufre et à très basse teneur en soufre quand les conditions atmosphériques sont défavorables.
5	• Fiscalité : le gouvernement adopte un avant-projet de loi du pays pour instaurer la TGA au 1er juillet 2014, comme prévu dans le protocole vie chère signé le 27 mai. Le conseil d'Etat puis le congrès doivent encore se prononcer.
21	• Economie : publication de la loi du pays n°2013-8 du 24 octobre 2013 relative à régulation de la concurrence en Nouvelle-Calédonie.
22	• Agriculture : le gouvernement déclare le pays en état de sécheresse. Des mesures sont mises en œuvre pour venir en aide aux éleveurs touchés.
28	• Conditions de travail : publication de la loi du pays n°2013-9 du 22 novembre 2013 relative aux titres-repas.
29	• Santé : pose de la 1re pierre de la future clinique île Nou-Magnin à Nouville. Elle regroupera les cliniques Magnin, Baie-des-Citrons et Anse-Vata. • Retraite : les membres du conseil d'administration de la CLR décident de minorer les pensions de retraite de 5%, d'augmenter les cotisations à la charge des employeurs et de mettre fin à toute bonification liée à l'âge.

Décembre

5	• Tourisme : la province Sud adopte une délibération fixant de nouvelles normes de classement pour le secteur hôtelier. L'objectif est de se caler sur les standards internationaux pour une meilleure lisibilité et un meilleur référencement chez les voyagistes.
9	• Communication : la chaîne NCTV rejoint le paysage audiovisuel calédonien.
19	• Construction : publication de la loi du pays n°2013-10 du 13 décembre 2013 qui crée notamment une réduction d'impôt incitative en faveur de l'investissement locatif intermédiaire.
23	• Prix : le Haut-Commissaire, les banques calédoniennes et l'OPT signent un accord portant sur la baisse de certains tarifs bancaires du 1er février au 31 décembre 2014.
30	• Transport maritime : une délibération du congrès crée une aide à la continuité pays par voie maritime. Les résidents des îles Loyauté et de l'île des Pins auront droit à 8 allers-retours par le Betico à 5 000 F.CFP par an. • Transport : le gouvernement adopte le schéma global des transports et de la mobilité. Ce schéma vise à assurer la continuité territoriale à l'intérieur de la Nouvelle-Calédonie, à améliorer la qualité de l'offre de service et à rechercher l'efficience des politiques de transports.
31	• Nickel : la production de Vale NC reprend. Elle était suspendue depuis le 13 novembre, après la découverte de la rupture du tuyau d'évacuation sous-marin des résidus de Vale. • Tourisme : l'hôtel "Beaurivage" rouvre ses portes après un an et demi de travaux.

ÉCONOMIE DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Baisse de régime

L'année 2013 est marquée par le ralentissement de l'activité économique. La demande intérieure se contracte et l'emploi souffre.

En 2013, le ralentissement économique se poursuit. L'activité économique ne bénéficie plus autant de projets structurants privés ou publics. Ainsi, les investissements s'essoufflent sans que la consommation des ménages ne les relaient. Le secteur du nickel marque toutefois de son empreinte l'activité économique du territoire, et surtout l'emploi salarié.

Une activité économique en berne

Les grands chantiers publics et privés, tels que la construction de l'usine du Nord, le développement de la zone VKP et l'aéroport de la Tontouta, ont joué un rôle moteur dans l'économie calédonienne ces dernières années. Désormais arrivés à leur terme, l'activité économique du territoire en subit le contrecoup (+2,2% en 2012, contre +3,0% en 2011). Le secteur de la construction est particulièrement touché. Très affecté en 2012, il continue de marquer le pas en 2013, même si l'emploi reprend lentement.

L'activité touristique elle aussi plafonne et rapporte moins au territoire : les touristes viennent moins nombreux (-4%), particulièrement les Australiens et les Japonais, et dépensent un peu moins (-0,4%), surtout en matière d'hébergement. Ce repli se traduit par une baisse de la fréquentation des hôtels de Nouméa de 2 étoiles et plus, partiellement compensée par une fréquentation accrue des hôtels non classés. Mais les hôtels pâtissent surtout du repli de la clientèle locale (-7% sur un an) signe de la prudence des consommateurs. Le tourisme de croisière, quant à lui, poursuit son essor (+39% sur un an).

Le secteur primaire enregistre également de moins bonnes performances. La production agricole locale recule globalement sur un an, ce qui renforce la dépendance du territoire envers l'extérieur. La production de la crevettes se replie mais les produits de la mer se vendent plus et mieux qu'il y a un an à l'extérieur.
Le Recensement Général Agricole de 2012 montre que le secteur agricole perd du terrain en Nouvelle-Calédonie. Non seulement le nombre d'exploitations a diminué de 19% en dix ans, mais la surface agricole utilisée a également reculé de 27%.
Toutefois, en 2013, le secteur primaire (agriculture, pêche et sylviculture) crée plus d'emplois qu'en 2012 (+0,7%, contre +0,1% un an avant). Il compte 1 660 salariés en 2013, soit 3% du privé.

Certaines branches d'activité tirent leur épingle du jeu. C'est le cas du secteur du nickel qui reprend des couleurs après une année 2012 marquée par un fort repli des cours mondiaux et des aléas techniques ou sociaux chez certains métallurgistes. En 2013, le secteur crée des emplois et la production de nickel augmente, soutenue par la reprise d'activité de Vale NC et l'entrée en production de KNS.
Toutefois, le nickel calédonien se vend moins cher (-14% sur un an), touché par la dégradation du marché mondial. Ainsi, la livre de nickel au LME perd 14% de sa valeur sur un an, atteignant ainsi son niveau le plus bas depuis 2009. Cette baisse est accentuée par la dépréciation du F.CFP par rapport au dollar.

Le déficit commercial du territoire se creuse, emporté par le recul des cours du nickel, plus important que la baisse des importations. Ces dernières sont surtout tirées à la baisse par le repli des achats qui étaient nécessaires au chantier de l'usine du Nord, malgré le recours supplémentaire aux produits minéraux pour l'activité métallurgique.

L'emploi sans vigueur

Depuis deux ans le contexte n'est pas favorable aux embauches. Ainsi, le marché du travail se dégrade nettement : les offres d'emploi chutent de 18% en 2013, après une année 2012 déjà marquée par la réduction des besoins des nouveaux complexes métallurgiques. En 2013, la baisse des offres d'emploi se répand dans le Grand Nouméa et dans le reste de la province Nord. Elle touche pratiquement tous les secteurs d'activité, particulièrement l'industrie, le transport, la logistique et le BTP. Ces secteurs ont moins besoin de main d'œuvre depuis la mise en service de l'usine métallurgique du Nord et depuis la fin du chantier de la ZAC de Dumbéa-sur-Mer. Le chantier du Médipôle ne prend que partiellement le relai.

L'emploi salarié privé marque le pas : avec seulement 470 emplois créés sur un an, soit 6 fois moins qu'en 2011, sa croissance atteint un niveau historiquement faible (+0,7% sur un an). Ce ralentisse-

ment frappe sévèrement l'industrie et les services : leur volume d'embauches chute à un niveau historiquement faible. Parmi les services, le secteur de l'hébergement et de la restauration est le plus touché : il perd des emplois pour la 1re fois depuis 4 ans. Cette situation est liée à la démobilisation des bases-vies de Vale NC et KNS après l'entrée en production des deux usines.
Après la crise du secteur en 2012, la construction crée de nouveau des emplois, mais la moitié d'entre eux concernent KNS.

Tendance en 2013

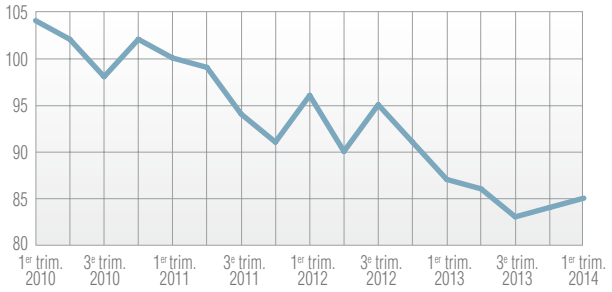
Offres d'emploi	↘
Demandes d'emploi	↗
Emploi salarié	→
Immatriculations de véhicules neufs	↘
Voyages des Calédoniens	↘
Importations	↘
Exportations	↘
Déficit commercial	↗
Tourisme	↘
Pêche-Aquaculture	↘
Agriculture	↘
BTP	↘
Transport aérien	→
Transport maritime	↗
Energie	↗
Extraction minière	↗
Production métallurgique	↗
Inflation	↘

Prudence des acteurs économiques

Les entreprises recourent moins aux crédits ; seuls leurs crédits à la construction continuent de progresser mais à un rythme nettement moins soutenu, le plus faible de la décennie. Cette morosité s'exprime par une dégradation continue de l'opinion des chefs d'entreprise quant au climat des affaires mais aussi par un ralentissement marqué de la création d'entreprises.

Les ménages, affectés par le retournement de l'emploi, sont eux aussi prudents. Même s'ils profitent en 2013 d'une inflation ralentie et d'une légère hausse du SMG (+1,3%), la vie chère est au cœur de leurs préoccupations, les conduisant à 12 jours de grève générale en mai 2013.
La dégradation de la consommation des ménages, amorcée en 2012, s'accentue en 2013 : ils recourent moins aux crédits pour l'habitat ou à la consommation, épargnent davantage et consomment moins. Ainsi, leurs vacances évoluent : les séjours hors du territoire reculent légèrement sur un an et durent moins longtemps ; de plus, ils séjournent moins dans les hôtels de Nouméa. Par ailleurs, les ventes de véhicules neufs se replient (-12% sur un an), et ne sont pas compensées par les achats supplémentaires de véhicules d'occasion.

*Évolution trimestrielle de l'indicateur de climat des affaires**
(100 = moyenne de longue période)



* L'indicateur de climat des affaires s'interprète de la manière suivante : plus il est élevé, plus les chefs d'entreprise évaluent favorablement la conjoncture. Un niveau supérieur à 100 signifie que l'opinion des dirigeants d'entreprises interrogés sur la conjoncture est supérieure à la moyenne sur longue période.

Source : IEOM

2014 : un début d'année morose ; des réformes en profondeur attendues

Au 1er semestre 2014, les cours du nickel sont mieux orientés, mais les exportations de nickel continuent de rapporter moins qu'il y a un an, creusant encore un peu plus le déficit commercial du territoire.
L'emploi du secteur privé amorce une reprise au 1er trimestre 2014 avec +1,1%, contre +0,5% un an avant. Mais cette reprise reste fragile et ne concerne pas encore le secteur de la construction.

Le secteur du tourisme pâtit du recul des arrivées de touristes métropolitains et du recul de fréquentation de la clientèle locale.

Suite au protocole de fin de conflit "vie chère", signé entre les responsables politiques et les acteurs économiques et sociaux en 2013, des réformes économiques, sociales et fiscales doivent être prises au cours de la mandature 2014/2019 pour assurer la pérennité des régimes sociaux et favoriser une croissance tournée vers la compétitivité et le partage des richesses.
Une conférence économique, sociale et fiscale, qui s'est tenue les 20 et 21 août 2014, avait pour objectifs de fixer et prioriser, au travers d'un agenda partagé, les réformes à mettre en oeuvre. Parmi les principales mesures évoquées, figurent l'instauration d'une Contribution sociale généralisée (CSG), d'un impôt sur les plus-values mobilières et immobilières, la mise en place d'un fonds pour les générations futures financé par une redevance d'extraction minière et la création d'un fonds d'épargne et d'investissement calédonien. Les mesures préconisées doivent encore faire l'objet de projets de loi qui seront soumis au vote du Congrès.

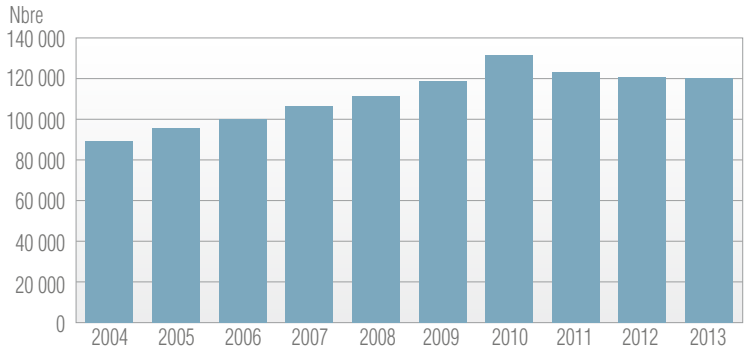
VOYAGES DES CALÉDONIENS

Les voyages des Calédoniens se stabilisent

Les Calédoniens voyagent pratiquement autant qu'en 2012, mais ils modifient leurs habitudes de voyage.

En 2013, 120 600 Calédoniens sont rentrés de voyage, soit 500 de moins que l'an dernier (-0,4%). Le recul des voyages des résidents est moins marqué qu'au cours des deux dernières années, mais il continue d'affecter les deux destinations privilégiées des Calédoniens : la France et, dans une moindre mesure, l'Australie. Ces deux pays concentrent encore la moitié des voyages, mais certaines destinations montent, comme le Japon et la Nouvelle-Zélande, devant la Polynésie française, la Thaïlande, Wallis et Futuna et les USA.
Le nouveau calendrier scolaire de 2013 a fait évoluer les déplacements des Calédoniens : ils partent désormais plus en août et octobre qu'en mai, juillet et septembre, et davantage pour des périodes courtes (de 10 à 14 jours, voire de 15 à 29 jours, plutôt que des voyages de plus de 30 jours).

Évolution des voyages des résidents hors du territoire



Source : ISEE "Enquête passagers"

EMPLOI
MARCHÉ DU TRAVAIL

L'emploi marque le pas

Sur un an, la progression de l'emploi est faible. Le secteur privé crée moins d'emplois. Par secteur, l'évolution est contrastée. Dans un climat social un peu plus serein, la situation sur le marché du travail reste tendue.

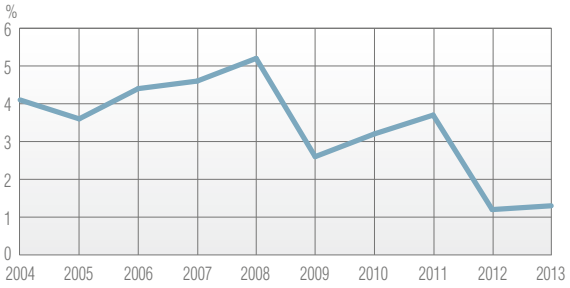
Le secteur privé crée 470 emplois supplémentaires sur un an. Ce taux de croissance bas (+0,7% sur un an) est historiquement faible. La hausse des emplois du privé concerne essentiellement l'industrie et les services. L'agriculture est stable. Les emplois dans la construction diminuent mais moins fortement qu'un an plus tôt. Cette baisse, qui a débuté en 2012, est liée à la fin des grands chantiers (construction de l'usine du Nord, infrastructures des Jeux du Pacifique, aéroport de Tontouta) qui ont connu leur apogée en 2011.

L'emploi du privé progresse lentement

En 2013, les effectifs déclarés à la CAFAT s'élèvent à 90 100 personnes en moyenne contre 88 940 en 2012, soit +1,3%. C'est la deuxième année consécutive de faible croissance (+1,2% en 2012) après +4% en moyenne entre 2004 et 2011.

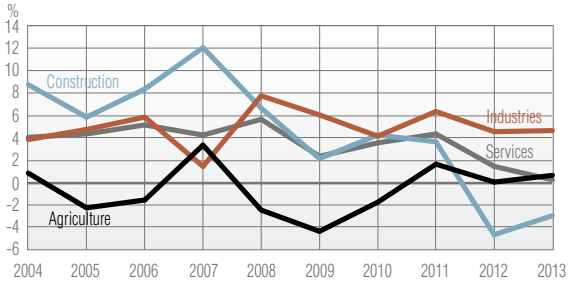
Sur les 1 160 salariés supplémentaires enregistrés, 690 travaillent dans le secteur public. Ce dernier déclare 25 230 salariés cette année contre 24 550 un an plus tôt. Ces salariés supplémentaires sont principalement des contractuels (+350 personnes), et dans une moindre mesure des fonctionnaires de la Nouvelle-Calédonie et de l'Etat (respectivement +90 et +250).

Évolution de l'emploi salarié (moyenne annuelle)



Sources : CAFAT, ISEE

Évolution des effectifs salariés du privé par grand secteur d'activité (en glissement annuel)



Sources : CAFAT, ISEE

Le secteur privé regroupe près de trois emplois sur quatre. Il compte 64 860 salariés cette année contre 64 390 un an plus tôt. L'emploi salarié du privé continue de croître (+0,7% sur un an), mais a un rythme très en-dessous de la moyenne décennale. La hausse des emplois de l'industrie et des services est partiellement atténuée par la baisse dans la construction. Sans le transfert administratif de deux entreprises de la construction vers l'industrie, l'emploi privé augmenterait également dans le BTP.

L'industrie reste dynamique (+4,7%). Elle compte 13 000 salariés soit 590 de plus qu'en 2012. Ces salariés sont répartis en particulier dans les "industries manufacturières", principalement dans l'installation de machines et équipements mécaniques. Toutefois, cette hausse est à relativiser, puisque elle résulte du transfert de deux entreprises du secteur de la construction vers l'industrie. Sans ce transfert, les emplois crées par l'industrie seraient limités.

Les services, qui concentrent 64% des emplois du secteur privé, enregistrent 130 salariés supplémentaires (+0,3% sur un an), sa plus faible progression de la décennie. Les salariés supplémentaires sont essentiellement dans le secteur du commerce, réparation d'automobiles et de motocycles (+240 salariés, notamment dans le commerce d'alimentation, le commerce de gros alimentaire non spécialisé et le commerce de gros de machines pour extraction, construction et génie civil), de la santé humaine et l'action sociale (+200, notamment dans les activités hospitalières). Toutefois, cette augmentation est partiellement atténuée par le recul enregistré dans le secteur de l'hébergement et de la restauration (-290 salariés, principalement suite aux démobilisations de personnels des base-vies des usines du Nord et du Sud), des services domestiques, et des transports et de l'entreposage (-110 chacun).

A l'inverse, le secteur de la construction perd 250 salariés

par rapport à 2012. Le fléchissement qui a débuté en 2012 (-5% sur un an) se poursuit cette année mais plus modérément (-3%). Cette diminution concerne principalement la construction de maisons individuelles et la construction de réseaux électriques et de télécommunications. Elle résulte aussi du changement administratif d'activité de deux entreprises. Corrigé de cet effet artificiel, le secteur créerait des emplois supplémentaires (+240 emplois, soit +3% sur un an). Un tiers de ces emplois supplémentaires résulte de la montée en puissance de KNS, dont les emplois sont encore comptabilisés dans la construction.

Dans l'agriculture, les effectifs progressent très légèrement (+0,7%), et ce pour la troisième année consécutive. L'aquaculture en mer crée des emplois (16 emplois supplémentaires) grâce au développement de fermes d'élevages d'holothuries et de certaines espèces de poissons. A l'inverse, la pêche en mer perd des effectifs (-14 emplois) en lien avec la fermeture des pêcheries du Nord fin 2012.

Tensions sur le marché du travail

En 2013, le marché du travail est moins dynamique. En effet, sur un an, les nouvelles offres déposées auprès des services de placement continuent de diminuer : -18% après -8% en 2012. C'est la plus forte baisse depuis 2004. En 2012, elle concernait les communes des nouveaux complexes miniers de Voh et Yaté. Désormais, elle touche aussi le Grand Nouméa et la province Nord dans son ensemble. Le repli concerne essentiellement le secteur de l'industrie (-450 nouvelles offres), du transport et de la logistique (-360), de la construction et travaux publics (-340) et des services à la personne et à la collectivité (-260). Ces secteurs concentrent à eux seuls 70% de la baisse globale des offres.
Par ailleurs, l'emploi se précarise : le recul des offres touche principalement les CDI ou les emplois à temps complet.

Parallèlement, le nombre de demandeurs d'emploi est en hausse : 6 320 demandeurs d'emploi en moyenne étaient recensés cette année contre 6 230 demandeurs un an plus tôt (+1,5% sur un an). Il augmente cette année après deux années consécutives de baisse (-9% en 2012 et -6% en 2011).
Par province, l'évolution est contrastée. Le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois augmente de 5% en province Sud, alors qu'il se stabilise en province Nord (+0,2%), et diminue en province des îles Loyauté (-28%).
La hausse du nombre de demandeurs d'emploi concerne essentiellement les catégories "support à l'entreprise" et "transport et logistique". A l'inverse, le nombre de demandeurs diminuent fortement dans les services à la personne et à la collectivité.
Les hommes sont plus nombreux que l'an dernier à rechercher un emploi (+4%), même si plus de la moitié des demandeurs d'emploi sont des femmes. Par ailleurs, les demandeurs d'emploi sont plus diplômés qu'il y a un an : les titulaires du Baccalauréat ou d'un diplôme de l'enseignement supérieur sont 12% de plus, alors que les titulaires d'un CAP ou BEP, d'un BEPC ou les sans diplômes reculent de 3%.

Le nombre de chômeurs indemnisés tous secteurs confondus continue de progresser : +250 personnes après +80 en 2012.

Moins de conflits

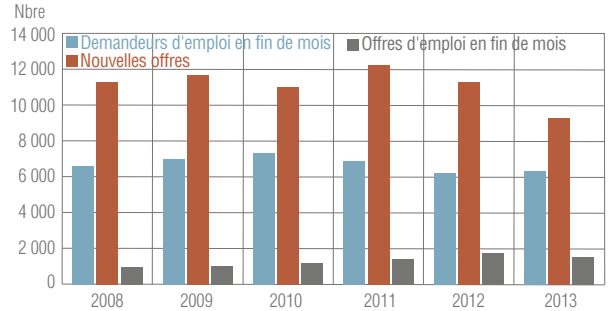
Malgré la fragilité du marché de l'emploi, le climat social au sein des entreprises est serein. En effet, le nombre de conflits a été divisé par deux sur un an : 21 contre 41 un an plus tôt. Il atteint ainsi le niveau le plus bas de la dernière décennie. Cette diminution se traduit par une baisse de salariés concernés et de jours perdus : respectivement -65% et -49% sur un an. Néanmoins, la durée moyenne d'un conflit s'est allongée, passant de 10 jours en 2012 à 13 jours en moyenne en 2013.
La défense de l'emploi est le principal motif de conflit, viennent ensuite les revendications salariales et les conditions de travail.

Évolution de l'emploi salarié par secteur d'activité (moyenne annuelle)

	Effectif 2012	Effectif 2013	Variation Nbre	Variation %
Emplois salariés par secteur				
Secteur privé	64 392	64 863	471	0,7
Secteur public	24 548	25 233	685	2,8
Total	**88 940**	**90 096**	**1 156**	**1,3**
Emplois salariés du secteur privé				
Agriculture	1 633	1 632	-1	-0,04
Agriculture, sylviculture et pêche	1 647	1 658	11	0,67
Industries	12 412	12 999	587	4,7
Industries extractives	1 583	1 638	55	3,5
Industries manufacturières	9 376	9 848	472	5,0
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	692	705	13	1,9
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	761	808	47	6,2
Construction	8 656	8 403	-253	-2,9
Services	41 677	41 805	128	0,3
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	9 990	10 229	239	2,4
Transports et entreposage	4 295	4 189	-106	-2,5
Hébergement et restauration	4 897	4 606	-291	-5,9
Information et communication	917	933	17	1,8
Activités financières et d'assurance	2 146	2 210	64	3,0
Activités immobilières	629	646	17	2,8
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2 500	2 523	24	0,9
Activités de services administratifs et de soutien	5 114	5 093	-22	-0,4
Administration publique	807	846	38	4,7
Enseignement	2 786	2 806	19	0,7
Santé humaine et action sociale	2 423	2 621	198	8,2
Arts, spectacles et activités récréatives	677	691	13	2,0
Autres activités de services	1 366	1 400	33	2,4
Services domestiques	3 101	2 989	-112	-3,6
Activités extra-territoriales	28	25	-4	-12,4
Total secteur privé	**64 392**	**64 863**	**471**	**0,7**

Sources : CAFAT, ISEE — *Unités : nbre, %*

Évolution de l'offre et de la demande d'emploi (en moyenne annuelle)



Source : Institut de Développement des Compétences - NC

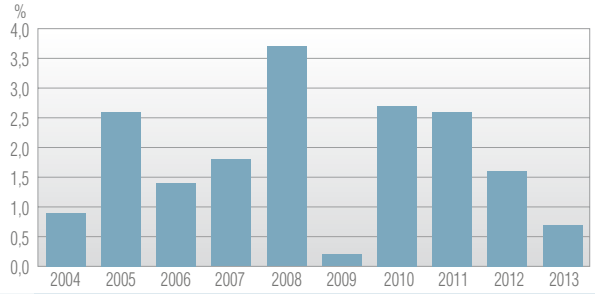
PRIX À LA CONSOMMATION

L'inflation annuelle est faible : +0,7%

Dans un contexte où la "vie chère" est une préoccupation sociale majeure, les prix sont restés sages en 2013. Le recul des carburants et des services de télécommunications atténue la hausse des légumes et fruits frais, des loyers et de la distribution d'eau.

L'inflation annuelle s'établit à 0,7% en 2013, contre +1,6% en 2012, prolongeant ainsi la désinflation amorcée en 2012.
En 2013, ce sont les prix de l'énergie qui contribuent le plus au ralentissement des prix sur un an (-2%), suivis par les produits manufacturés (-0,3%). A l'inverse, les services et l'alimentation affichent +1,7% chacun. Les légumes et fruits frais, les loyers et la distribution d'eau sont en revanche des postes inflationnistes.
Les prix du tabac sont stables tout au long de l'année 2013.

Évolution de l'inflation sur dix ans (en glissement annuel)

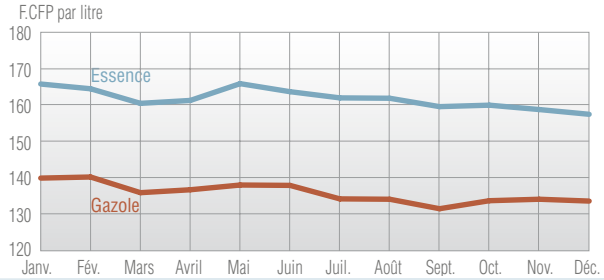


Source : ISEE

Après avoir flambé pendant 3 ans, les prix des carburants reculent

L'énergie, qui contribuait fortement à l'inflation ces trois dernières années (entre +3% et +8%), tire cette année l'inflation à la baisse (-2%). Cette baisse concerne les prix des carburants (-5,4% sur un an), plus particulièrement de l'essence, qui reculent sans interruption depuis le mois de juin 2013. Favorable aux consommateurs calédoniens, la révision mensuelle des prix des carburants est étroitement liée aux cours du pétrole brut, qui ont reculé de 3% en moyenne en 2013. Ainsi, en décembre 2013, le litre d'essence et de gazole à la pompe coûtent respectivement 9 F.CFP et 7 F.CFP de moins qu'un an plus tôt.
La forte baisse des prix des carburants masque une hausse des prix du gaz (+5,7%). Depuis le 27 juin 2013, les règles qui encadrent les prix du gaz ont été réformées : ils sont désormais révisés tous les deux mois pour tenir compte notamment de l'évolution des cours mondiaux. Ils ont été revus à la hausse en octobre et en décembre 2013, portant ainsi le prix de la bouteille de gaz de 13 Kg de 2 770 F.CFP à 2 890 F.CFP.

Évolution du prix des carburants en 2013



Source : ISEE

Avec -0,3% sur un an, les produits manufacturés contribuent eux aussi au tassement de l'inflation. La baisse des prix des véhicules d'occasion (-1,6%), des meubles (dont -12,5% pour les fauteuils et canapés), et des jeux et jouets (-4,1%) compense la hausse des prix des automobiles neuves (+1,8%), plus forte que les deux années précédentes (+0,9% et +1,1%), et des savons et produits d'entretien pour la maison (+1,5%).

Les loyers et la distribution d'eau en nette hausse

Les prix des services augmentent de 1,7% sur un an, soutenus par la hausse des loyers des résidences principales (+2,3%), de la distribution d'eau (+12,9%), de la restauration (+2,7%), des services sportifs et récréatifs (+8,4%), des transports aériens internationaux (+1,9%), des services domestiques (+1,8%) et de la pose de revêtement des sols et murs (+3,6%).
La revalorisation du SMG, de 150 000 F.CFP à 151 138 F.CFP au 1er février 2013 puis à 151 935 F.CFP au 1er mars, explique en partie la hausse des prestations des employés de maison et de certains autres services comme la restauration. Les relèvements des prix de l'eau sont liés notamment à la revalorisation des tarifs d'assainissement sur Nouméa. Quant à la hausse des loyers, elle est plafonnée à 2% sur un an depuis le 11 octobre 2012, pour les baux de locaux à usage d'habitation conclus ou renouvelés après le 1er janvier 2007.
Toutefois, dans ce contexte d'accroissement des prix des services, trois baisses notables peuvent être signalées. La 1re concerne les services de télécommunication (-3,5%). En effet, dans le cadre du dispositif "anti-vie chère", une série de mesures ont été prises par l'OPT, notamment la baisse des tarifs de l'offre prépayée Liberté et des abonnements de téléphonie fixe et internet. La 2e concerne les

péages et parking (-15,7%) depuis la suppression des péages de Koutio et de Tina. Cette baisse intervient en toute fin de l'année 2013 et se fera réellement sentir dans le budget des Calédoniens en 2014. La 3e baisse touche les abonnements télévision (-2,1%, pour certains types d'abonnement).

Les légumes et fruits frais contribuent pour moitié à l'inflation annuelle

Les prix de l'alimentation augmentent de 1,7% sur un an, tirés essentiellement par les légumes et fruits frais (respectivement +20,3% et +20,4%). Toutefois, d'un mois sur l'autre, les prix varient fortement. Ainsi, les prix des légumes frais ont varié entre -15% sur un an (entre avril 2012 et avril 2013) et +20% (en décembre), et ceux des fruits frais entre -4% (en octobre) et +20% (en décembre).

D'autres produits sont également en hausse : les alcools (+4,1%), les viandes de volaille (+2,2%) et de porc et charcuteries (+1,7%) ainsi que les produits à base de chocolat (+5,3%), en lien avec la hausse des cours mondiaux du cacao.

A l'inverse, les prix des pains et céréales (-1,6%, particulièrement le riz), des huiles et graisses (-10,1%) et des produits à base de sucre (-5,9%, en lien avec la baisse des cours mondiaux du sucre) sont en baisse sur un an.

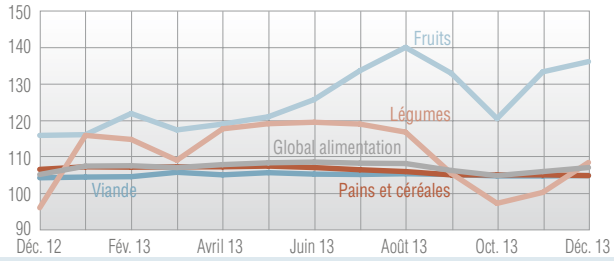
Indice des prix à la consommation des ménages

	Pondération	Indice base 100 déc. 10 Déc. 12	Déc. 13	Variation %
Indice général	10 000	104,3	105,0	0,7
Indice hors tabac	9 803	104,1	104,9	0,7
Indice hors tabac hors loyer	9 043	104,1	104,8	0,6
Détail en 5 regroupements conjoncturels				
Alimentation	2 178	105,6	107,4	1,7
Tabac	197	112,1	112,1	0,0
Produits manufacturés	3 031	101,1	100,8	-0,3
Énergie	984	111,3	109,1	-2,0
Services	3 610	103,9	105,6	1,7
Détail en 12 divisions*				
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	1 989	105,4	107,0	1,5
Boissons alcoolisées et tabac	386	110,1	112,3	2,0
Habillement et chaussures	320	98,0	96,2	-1,8
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	1 740	105,3	107,7	2,3
Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison	761	104,1	104,2	0,1
Santé	143	101,0	101,6	0,6
Transport	2 119	106,5	105,6	-0,9
Communications	350	93,1	89,9	-3,5
Loisirs et culture	962	101,4	102,2	0,8
Enseignement	20	106,1	109,8	3,5
Restaurants et hôtels	471	105,2	107,8	2,5
Autres biens et services	739	101,8	102,8	1,0

* Division de la nomenclature internationale des produits (COICOP).

Source : ISEE

Évolution de l'indice des prix de l'alimentation et de quelques sous-postes en 2013



Source : ISEE

La vie chère : une préoccupation vive depuis 2012 ...

Les prix de l'alimentation participent fortement au sentiment de vie chère ressenti par les consommateurs calédoniens. Ce sentiment, déjà exprimé en 2012, avait conduit le gouvernement à fixer les prix de plus de 400 produits de première nécessité et de grande consommation mais également de certaines prestations de services. En novembre 2012, les accords économiques et sociaux élaborés par la commission spéciale vie chère du congrès annonçaient des réformes de structure de l'économie calédonienne : la lutte contre la concentration des parts de marché, la réforme des protections de marché, la création d'un observatoire des prix et des marges, la réforme de la fiscalité directe et indirecte.

En 2013, la vie chère était de nouveau au cœur des préoccupations des Calédoniens, conduisant à 12 jours de grève générale en mai 2013. Fin mai, un protocole de fin de conflit "vie chère" a été signé entre les responsables politiques et les acteurs économiques et sociaux. Il portait sur la baisse immédiate des prix de certains produits, la mise en place de la TGA (taxe générale sur les activités) et la réforme de la fiscalité.

La baisse des prix portait sur plusieurs axes, dont certains ont été mis en place :

- la création d'un observatoire des prix. Cet observatoire, mis en place mi-2013, collecte les prix de 10 000 produits de référence dans les points de vente de plus de 350 m². Il permet aux consommateurs calédoniens de comparer les prix pratiqués dans les différentes enseignes commerciales du pays.
- la réduction immédiate des prix de 500 produits alimentaires et d'hygiène (-10%) et le gel des prix des produits et services, hors alcool, tabac, boissons et produits sucrés, jusqu'au 31 décembre 2014. Ce texte a été voté fin août 2013.
- la mise en place d'un ticket restaurant, pris en charge partiellement par l'entreprise. Ce texte a été voté en novembre 2013.
- l'extension au transport maritime de l'aide à la continuité territoriale, mise en place en 2012 pour le transport aérien des résidents des îles. Ce texte a été voté le 30 décembre 2013.
- la baisse de certains tarifs bancaires, formalisée en décembre 2013, entrera en vigueur en février 2014.

Ces mesures ont permis de limiter l'inflation de certains produits et services. La lutte contre l'inflation passe aussi par la libre concurrence. La loi du pays, votée en ce sens en 2013, posait les bases juridiques de régulation de la concentration économique (notamment le contrôle de l'accroissement des surfaces dans le commerce de détail) et des pratiques anticoncurrentielles. Cette loi a été remplacée en 2014 par la loi créant l'autorité de la concurrence, organisme administratif indépendant chargé de veiller au libre jeu de la concurrence.

D'autres points du protocole de fin de conflit "vie chère" restent à mettre en place, notamment la réforme de la fiscalité directe et indirecte et l'instauration de la TGA.

ÉCHANGES EXTÉRIEURS

Le déficit commercial s'accentue

L'année 2013 est marquée par un repli des échanges extérieurs : malgré la baisse des importations, le déficit commercial s'aggrave. En cause, les tensions sur le marché du nickel qui entraînent un affaiblissement des exportations.

Malgré la baisse des importations (-3,5%), le déficit commercial continue de s'aggraver cette année. Il s'élève à 179 milliards de F.CFP contre 178 milliards de F.CFP un an plus tôt. La baisse plus importante des exportations (-9,4%) liée au recul des ventes de nickel, déséquilibre davantage la balance commerciale. C'est la première fois depuis dix ans que le déficit commercial atteint un tel niveau, très largement supérieur à la moyenne des dix dernières années (125 milliards de F.CFP).
Le taux de couverture atteint son taux le plus bas de cette dernière décennie : 38,3%, soit deux points de moins qu'un an plus tôt.

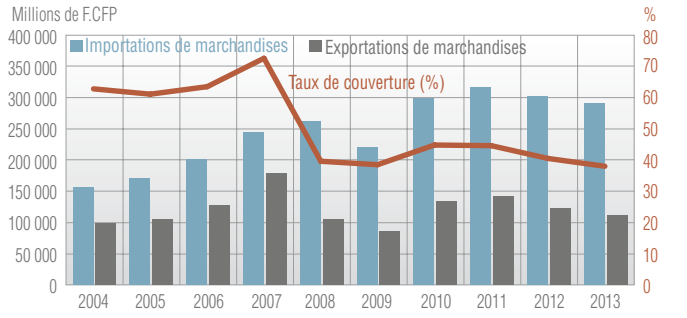
291 milliards de F.CFP d'importations

En 2013, les importations continuent de diminuer (291 milliards de F.CFP contre 301 milliards de F.CFP un an plus tôt), et ce pour la deuxième année consécutive (-5% en 2012), après deux années de forte hausse. Le niveau des importations repasse sous la barre des 300 milliards de F.CFP après avoir bien été au dessus ces deux dernières années. La construction de l'usine du Nord et les chantiers qui lui étaient liés, avaient en effet dopé les importations durant cette période.
Toutefois, le niveau des importations en valeur reste encore largement supérieur à la moyenne des dix dernières années (246 milliards de F.CFP).

Les achats d'ensembles industriels touchent à leur fin

Le recul des importations s'explique principalement par le repli des achats d'ensembles industriels (-68%) : en 2013, elles s'élèvent désormais à 4,8 milliards de F.CFP contre 15,2 milliards de F.CFP un an plus tôt. Ces achats continuent de diminuer après le pic de 2010 et 2011 durant la phase de construction de l'usine du Nord.
Les achats de matériel de transport diminuent également (-16% sur un an). Ils avaient été stimulés en 2012 par l'achat ponctuel par Vale NC du ferry Vale Grand Sud et par l'achat de "véhicules automobiles pour le transport de marchandises" effectués par la NMC (Nickel Mining Compagny) pour le renouvellement de son parc d'engins.
D'autres produits sont en baisse, c'est le cas des "métaux et ouvrages en ces métaux" (-9% sur un an) et des "bois et ouvrages en bois" (-14%).
A l'inverse, les importations de produits minéraux s'affichent en hausse : +11%. Toutefois, la croissance est moins forte que celle des trois dernières années (+49% en 2010, +21% en 2011, +18% en 2012). La hausse concerne principalement les combustibles et les huiles minérales. Ces produits sont utilisés pour le fonctionnement des usines métallurgiques. Les achats de produits chimiques augmentent également de +3%.
Les importations de produits alimentaires, quant à elles, restent relativement stables sur un an.

Évolution des échanges extérieurs



Sources : Direction Régionale des Douanes, Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie, Service de la Marine Marchande et des Pêches Maritimes

Évolution de la valeur des importations de marchandises

	2012	2013	Variation
Produits alimentaires	40 266	40 084	-0,5
Produits minéraux	71 983	80 171	11,4
Produits chimiques	21 345	22 008	3,1
Produits caoutchouc et plastique	11 683	11 409	-2,3
Bois et ouvrages en bois	3 514	3 011	-14,3
Papiers et ouvrages en papier	4 903	4 645	-5,3
Produits textiles	7 043	6 755	-4,1
Métaux et ouvrages en ces métaux	17 385	15 883	-8,6
Machines, appareils et matériel électrique	47 810	46 410	-2,9
Matériel de transport	35 858	30 255	-15,6
Autres produits	39 562	30 277	-23,5
dont ensembles industriels	15 237	4 847	-68,2
Total	**301 352**	**290 908**	**-3,5**

Source : Direction Régionale des Douanes — *Unité : million de F.CFP, %*

L'Asie : premier fournisseur du territoire

L'Asie reste toujours le premier fournisseur du territoire. Elle concentre à elle seule 42% des achats, principalement la Chine et Singapour. Singapour fournit surtout les produits minéraux nécessaires au fonctionnement des usines métallurgiques. La Chine, quant à elle, vend essentiellement des machines et du matériel électrique.

L'Europe est le deuxième fournisseur de la Nouvelle-Calédonie, grâce à la France. Cette dernière concentre à elle seule 60% des achats de l'Europe. Elle a essentiellement fourni des machines et du matériel électrique, des produits alimentaires et des produits de l'industrie chimique. Les importations en provenance de Métropole repartent à la hausse en 2013 (+2% sur un an), après avoir été en repli en 2012 (-4%).

112 milliards de F.CFP d'exportations

Sur l'année 2013, les exportations de la Nouvelle-Calédonie s'élèvent à 112 milliards de F.CFP contre 123 milliards de F.CFP un an plus tôt (-9%). C'est la deuxième année consécutive de baisse (-14% en 2012) après de fortes hausses en 2011 et surtout 2010.

Les ventes calédoniennes sont composées à plus de 90% des produits miniers et métallurgiques, qui dépendent fortement des cours du nickel au LME.

En 2013, les exportations sont largement inférieures à la moyenne des dix dernières années (121 milliards de F.CFP).

La baisse des cours impacte les ventes de nickel

Le repli des cours du nickel au LME impacte fortement les ventes de nickel, qui diminuent de 15% sur un an. En effet, le cours moyen du nickel s'affiche à 6,8 USD/lb contre 8,0 USD un an plus tôt, soit une diminution de 14%.

Dans le détail, ce sont les ventes de ferronickels qui enregistrent la plus forte baisse annuelle (-23%). Une baisse qui s'accentue, et ce depuis trois ans maintenant (-2% en 2011 et -11% en 2012). Les quantités commercialisées régressent également (-6%). Les exportations de mattes et de minerai, quant à elles, baissent aussi bien en valeur (respectivement -22% et -19%) qu'en volume (-5% et -3%).

A l'inverse, les exportations de NHC repartent à la hausse (+16% en valeur) après une année 2012 de forte baisse, liée à l'arrêt de la production pendant quelques mois dû aux incidents techniques rencontrés par Vale NC. Les volumes exportés s'affichent également en hausse : +37%.

Depuis leur commercialisation sur le marché en 2012, les ventes de NiO et CoCO3 continuent de progresser et rapportent respectivement 9 milliards de F.CFP et 1 milliard de F.CFP au territoire.

Les produits de la mer sont en progression

En plus du nickel, la Nouvelle-Calédonie exporte également des produits de la mer. Ces derniers continuent de progresser (+6% en valeur), et ce pour la troisième année consécutive.

Les crevettes concentrent à elles seules 45% des exportations des produits de la mer. Sur un an, leurs ventes progressent aussi bien en valeur qu'en volume : respectivement +14% et +6%.

Les exportations d'holothuries et de trocas augmentent également : respectivement +32% et +23% en valeur et de +36% et +30% en volume.

A l'inverse, la baisse des exportations de thons s'accentue cette année : -36% après -6% en 2012. Toutefois, les volumes exportés restent stables sur un an.

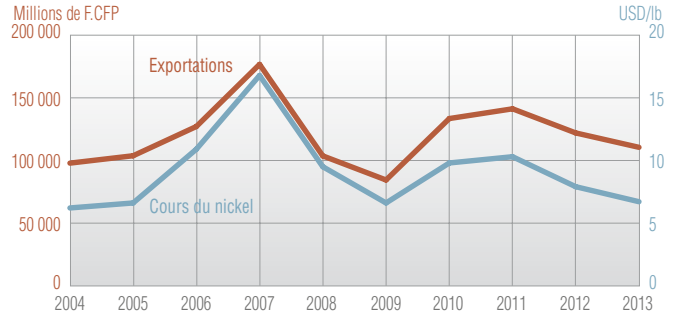
Les exportations autres que le nickel et les produits de la mer progressent très fortement en 2013. Toutefois, il s'agit d'une augmentation ponctuelle liée à la vente du Havannah, le navire de la compagnie maritime des îles, aux îles Fidji.

L'Asie reste le premier acheteur du territoire

Les exportations sont essentiellement envoyées à destination de l'Asie et de l'Europe. L'Asie concentre 50% des ventes calédoniennes. Sur un an, ces achats diminuent légèrement après avoir progressé ces trois dernières années. Le Japon reste le principal acheteur de l'Asie, il concentre à lui seul 30% des achats asiatiques. Avec la Corée du Sud, ils achètent essentiellement du minerai de nickel et des ferronickels. La Chine, quant à elle, importe principalement des ferronickels calédoniens.

Après l'Asie, l'Europe est le deuxième plus gros acheteur : elle concentre, à elle seule, 27% des exportations totales du territoire. Sur un an, ces achats ont diminué de 2%. La France reste le premier client de la Nouvelle-Calédo-

Évolution de la valeur des exportations de marchandises et du cours du nickel au LME



Sources : Direction Régionale des Douanes, Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

Évolution de la valeur des exportations de marchandises

	2012	2013	Variation
Minerai de nickel	21 470	17 498	-18,5
Ferro-nickels	66 503	51 039	-23,3
Mattes	19 354	15 079	-22,1
NHC	3 972	4 591	15,6
NiO	2 930	9 022	207,9
CoCO3	107	1 115	941,8
Produits de la mer	1 942	2 053	5,7
dont thons	413	265	-35,8
crevettes	1 145	1 302	13,7
holothuries	260	342	31,5
trocas	86	106	23,3
Autres produits	6 730	11 110	65,1
Total	**123 009**	**111 506**	**-9,4**

Sources : Direction Régionale des Douanes, Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie — *Unités : million de F.CFP, %*

nie et achète principalement des mattes.
L'Australie est le 3e client du territoire : il s'approvisionne essentiellement en NHC et minerai de nickel.

49 milliards de recettes douanières

En 2013, les recettes douanières liquidées par la Direction Régionale des Douanes pour le budget de la Nouvelle-Calédonie s'élèvent à 49 milliards de F.CFP contre 50,5 milliards de F.CFP un an plus tôt, soit une diminution de 3%.
Quatre taxes apportent à elles seules 78% des recettes totales : la taxe générale à l'importation avec 38% ; la taxe de base à l'importation avec 14% ; les droits de douanes et la taxe sur les produits pétroliers qui apportent chacun 13%. Les montants liquidés au titre des trois premières de ces taxes sont en baisse (entre -5% et -8%) en lien avec le recul du niveau des importations.

A l'inverse, la taxe sur les produits pétroliers progresse nettement (+16% sur un an) en lien avec la hausse de ces importations.

Évolution des recettes douanières

	2012	2013	Variation
Taxe Générale à l'Importation (TGI)	19 575	18 605	-5,0
Taxe de Base à l'Importation (TBI)	7 448	6 903	-7,3
Droits de douanes	6 800	6 242	-8,2
Taxe sur les produits pétroliers	5 395	6 234	15,5
Taxe additionnelle sur les produits pétroliers	2 243	2 192	-2,3
Taxe sur le fret aérien	2 102	2 089	-0,6
Taxe de Consommation Intérieure (TCI)	2 017	1 947	-3,5
Taxe Conjoncturelle pour la Protection de la Production Locale (TCPPL)	1 141	1 064	-6,7
Taxe de Soutien aux Productions Agricoles (TSPA)	870	865	-0,6
Taxe de péage*	1 792	1 669	-6,8
Taxe sur les Alcool et Tabac (TAT)	277	276	-0,2
Droit de quai	245	256	4,3
Taxe anti-pollution	207	206	-0,7
Amendes et confiscations	82	57	-31,0
Taxe parafiscale pour les énergies renouvelables	53	53	-1,4
Droit de port	132	156	18,1
Redevance informatique (RI)	42	42	1,0
Droit de navigation intérieure	12	16	27,4
Taxe de magasinage	106	78	-26,8
TSS collectée sur la taxe de magasinage	5	4	///
TSS collectée sur les droit de port et de quai à Nouméa	9	8	///
Total	**50 554**	**48 961**	**-3,2**

Source : Direction Régionale des Douanes
Unités : million de F.CFP, %

ACTIVITÉ BANCAIRE

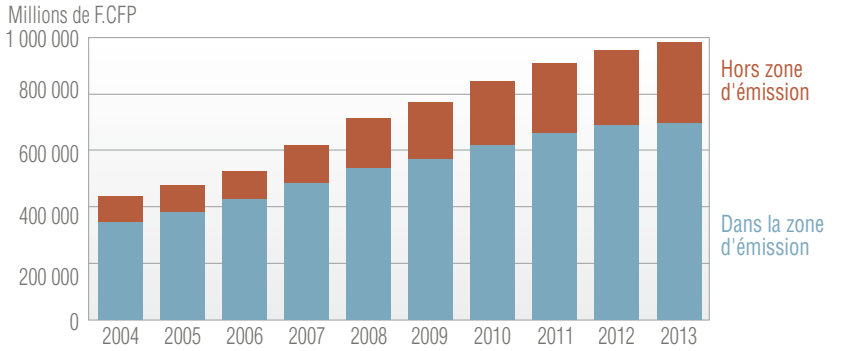
Une activité moins soutenue en 2013

L'activité bancaire reflète une conjoncture économique maussade : les entreprises sollicitent moins de financement et puisent dans leurs réserves ; les ménages sont prudents (moins de crédits et plus d'épargne). Seules les collectivités locales continuent d'investir pour soutenir l'économie.

En 2013, l'activité bancaire faiblit, tirée à la baisse par les entreprises qui recourent moins aux crédits ; seuls leurs crédits à la construction continuent de progresser mais à un rythme nettement moins soutenu, le plus faible de la décennie. Les ménages sont eux aussi prudents : leurs recours au crédit pour l'habitat ou à la consommation ralentissent nettement. A l'inverse, les collectivités locales empruntent davantage, pour financer des investissements, mais elles se tournent vers des établissements situés hors de la zone d'émission.

Les dépôts bancaires ralentissent eux aussi, en raison de la baisse très marquée des dépôts des entreprises. Ce recul touche les placements liquides ou à court terme, dont les taux sont désormais moins attractifs. A l'inverse, les ménages et les "autres agents économiques" épargnent davantage.

Évolution de l'encours des crédits selon la localisation de l'établissement émetteur (au 31 décembre de chaque année)



Source : IEOM

ENTREPRISES

La morosité pèse sur la création d'entreprises

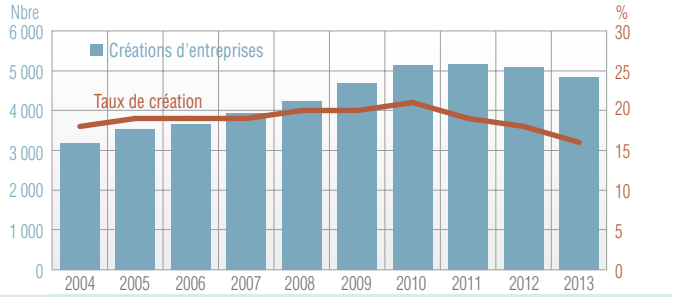
En 2013, le ralentissement économique pèse sur la création d'entreprises : le nombre de créations d'entreprises chute ; le taux de création est le plus bas de la décennie. En revanche, les entreprises existantes résistent : les cessations sont moins nombreuses, dans tous les secteurs d'activité.

En 2013, 4 850 nouvelles entreprises du secteur marchand non agricole ont été enregistrées au Répertoire d'Identification des Entreprises et des Etablissements. Signe d'un ralentissement économique, le recul des créations d'entreprises, amorcé en 2012, s'accélère en 2013 (-5%). Le taux de création n'a donc jamais été aussi bas (16%, contre 20% en moyenne entre 2005 et 2011).
A l'instar de ces quatre dernières années, 70% des entreprises créées en 2013 sont des créations pures, porteuses de développement du tissu productif.

En 2013, 3 500 entreprises ont cessé leur activité, dont 3 160 définitivement. Ces cessations représentent 12% du parc des entreprises actives en début d'année, contre 13% en moyenne ces dix dernières années. Le nombre de cessations d'entreprises recule, après avoir augmenté sans discontinuer depuis 2009.

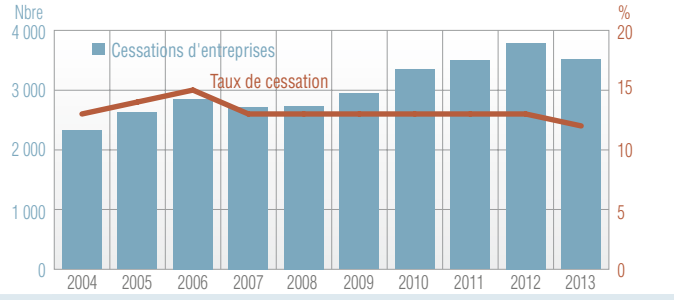
Quelques secteurs sont dynamiques. Ainsi, les "activités spécialisées", qui comprennent notamment les activités administratives et de soutien aux entreprises, ont le vent en poupe. Elles sont très dynamiques, avec un taux de création atteignant 21%, même si ce taux ralentit sur un an (25% en 2012). Dans le même temps, les pertes d'entreprises sont moins importantes : 810 cessations d'activité en 2013, contre 960 en 2012. Ce secteur participe pour moitié au recul des cessations d'entreprises sur un an, tous secteurs confondus.
Les secteurs du "commerce" et des "industries agro-alimentaires" se portent plutôt bien : ils créent plus d'entreprises qu'en 2012 et affichent moins de cessations.
La construction, mise à mal par un ralentissement de son activité, parvient à se maintenir avec des créations stables et des cessations en légère baisse.

Évolution des créations d'entreprises et du taux de création
(secteur marchand non agricole)



Source : ISEE/RIDET

Évolution des cessations d'entreprises et du taux de cessation
(secteur marchand non agricole)



Source : ISEE/RIDET

Définition

Le taux de création est le rapport entre le nombre de créations d'entreprises d'une année et le stock d'entreprises au 31 décembre de l'année précédente. C'est un indicateur de renouvellement du système productif.

La cessation d'activité est l'arrêt total de l'activité économique de l'entreprise. Les cessations d'activité sont comptabilisées, dès lors que les formalités de radiation ont été effectuées par l'intéressé. Cette démarche n'étant pas obligatoire, le nombre de cessations est vraisemblablement sous-estimé.

AGRICULTURE - PÊCHE - AQUACULTURE

Des productions globalement en baisse

La production agricole et maritime locale recule sur un an. La production agricole est essentiellement tournée vers le marché intérieur, contrairement aux produits de la mer.

La production agricole locale recule sur un an, renforçant ainsi la dépendance du territoire envers l'extérieur. La production maritime recule elle aussi, impactée par le recul de la crevetticulture. Toutefois, les produits de la mer se vendent plus et mieux qu'il y a un an à l'extérieur.

L'agriculture rencontre des difficultés

En 2013, la production agricole connue s'élève à 27 000 tonnes, toutes filières confondues ; c'est 4% de moins qu'en 2012. Certaines productions, telles que les pommes de terre et les squashs, ont en effet souffert des mauvaises conditions climatiques en milieu d'année et de maladies.
Malgré les performances de certaines filières (légumes, élevage porcin), la production locale ne parvient pas à satisfaire la demande intérieure, incitant le territoire à recourir davantage aux importations (+5% en volume par rapport à 2012). Ces importations permettent par ailleurs de diversifier l'offre au-delà de ce qui peut être produit localement.

Les exportations de produits agricoles sont faibles : elles ne représentent que 2% des exportations totales du territoire (en valeur). Les huiles essentielles, les squashs et la viande de cervidés en constituent l'essentiel.

Le Recensement Général Agricole réalisé en 2012 par la DAVAR, en collaboration avec l'ISEE, montre que le secteur agricole perd du terrain en Nouvelle-Calédonie. Ainsi, le nombre d'exploitations a diminué de 19% en dix ans et la surface agricole utilisée de 27%. Cette baisse touche particulièrement les pâturages, en lien avec la diminution du cheptel bovin (-24% en dix ans).

La production maritime impactée par la crevetticulture

Les produits de la mer reculent eux aussi sur un an : 4 500 tonnes ont été pêchées en 2013, soit 1% de moins qu'en 2012. Cette pêche est fortement influencée par les crevettes et les thons.
Alors que l'activité des palangriers recule légèrement sur un an, la pêche des thons est pratiquement stable. A l'inverse, la crevetticulture a quelques difficultés en 2013 : la production de crevettes baisse (-5%) malgré l'augmentation de la capacité de production des fermes aquacoles.
Les trocas et les holothuries se portent bien.

En 2013, 41% de la production maritime est exportée. Les ventes de produits de la mer augmentent de 6% sur un an (en volume), emportées par les trocas, les crevettes et, dans une moindre mesure, les holothuries. Celles de thons reculent depuis trois ans ; ils sont de plus en plus écoulés sur le marché local.

En 2013, le secteur primaire (agriculture, pêche et sylviculture) crée plus d'emplois qu'en 2012 (+0,7%, contre +0,1% un an avant), mais il ne compte que 1 660 salariés en moyenne en 2013, soit 3% des salariés du privé. 4 720 entrepreneurs individuels (enregistrés au RIDET) se rajoutent à ces salariés. Ces "auto-emplois" sont pratiquement stables sur un an.

Principales productions agricoles et maritimes

	2012	2013	Variation annuelle
Filière animale	7 003	7 015	0,2
Viande bovine	3 416	3 297	-3,5
Viande porcine	2 557	2 673	4,5
Viande ovine et caprine	13	13	1,6
Volaille (Poulets et animaux de basse-cour)	848	832	-1,9
Cerfs	169	200	18,3
Filière végétale	21 065	19 964	-5,2
Fruits et légumes	16 743	15 315	-8,5
- légumes frais	6 288	6 671	6,1
- squashs	2 855	2 656	-7,0
- oignons	464	552	18,9
- pomme de terre	1 669	160	-90,4
- tubercules tropicaux	348	659	89,5
- fruits	5 119	4 617	-9,8
Céréales	4 198	4 386	4,5
Café	6	7	18,0
Coprah	117	255	117,5
Vanille	1	1	44,4
Filière maritime	4 546	4 500	-1,0
Thons	2 337	2 314	-1,0
Autres poissons	373	362	-2,9
Crevettes	1 630	1 555	-4,6
Trocas	175	227	29,7
Holothuries	31	42	35,5

Sources : DAVAR, SMMPM — *Unités : tonne, %*

Principales exportations agricoles et maritimes

	Quantité		Valeur	
	2013	Variation annuelle	2013	Variation annuelle
Filière animale				
Viande de cervidés	65	91	57	88
Filière végétale				
Fruits	26	-41	19	-37
Squash	2 656	-4	97	-32
Huiles essentielles	6	-20	326	9
Filière maritime				
Thons	775	-1	265	-36
Crevettes	868	6	1 302	14
Trocas	227	30	106	23
Holothuries	42	35	342	32

Sources : Sources : DAVAR, SMMPM, DRDNC — *Unités : tonnes, millions de F.CFP, %*

MINES MÉTALLURGIE

Les cours du nickel sont toujours dans le rouge

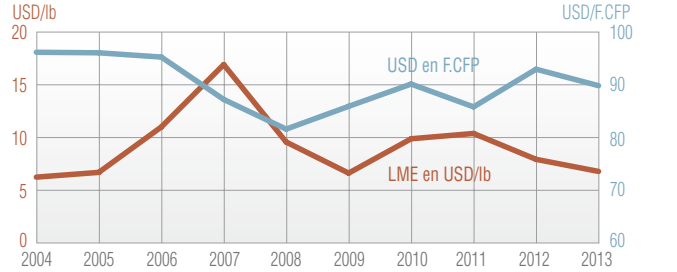
Malgré la hausse des volumes de minerai extrait et de la production métallurgique, le secteur pâtit de la baisse des cours mondiaux : les ventes de nickel sont pénalisées. Le secteur crée néanmoins de nombreux emplois.

En 2013, l'activité du secteur est contrastée : l'extraction de minerai est en hausse, la production métallurgique augmente également, résultat d'une reprise d'activité chez Vale NC et d'une entrée en production chez KNS. Les volumes exportés de produits métallurgiques augmentent mais ils rapportent moins que l'an dernier, pénalisés par des cours mondiaux en net repli. Pour autant, le secteur crée des emplois, sur mine comme en métallurgie.

L'excédent d'offre mondiale pèse sur le cours du nickel

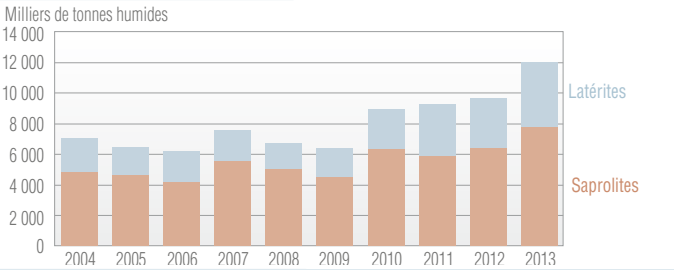
Le contexte international n'est pas favorable au cours du nickel : la demande mondiale d'acier inoxydable (composé notamment de nickel) n'est pas repartie à la hausse alors que la production mondiale de nickel est toujours aussi élevée. En conséquence, l'offre de nickel, largement excédentaire, alimente les stocks mondiaux, toujours plus abondants tout au long de l'année 2013. De plus, la production chinoise de fonte de nickel (substitut au métal raffiné, réalisé à partir de minerais importés d'Indonésie et des Philippines) a triplé en trois ans. L'excédent de l'offre de nickel tire donc à la baisse le cours du nickel au London Metal Exchange (LME). La livre de nickel perd 14% de sa valeur sur un an : elle s'établit à 6,81 USD/lb en moyenne en 2013, contre 7,95 USD/lb l'an dernier. Elle atteint ainsi son niveau le plus bas depuis 2009.
Cumulée à la baisse du dollar, la livre de nickel perd 17% de sa valeur pour le territoire et se vend 612 F.CFP, contre 738 F.CFP en 2012.

Évolution annuelle du cours du nickel au LME et du dollar (moyenne annuelle)



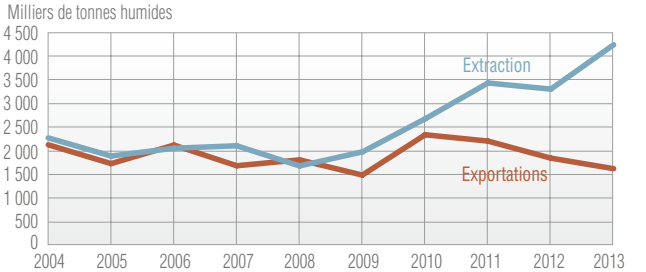
Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

Évolution de l'extraction minière



Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

Évolution des volumes de latérites extraits et exportés



Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

Vale NC dynamise l'extraction de minerai

L'extraction minière atteint un record, malgré des blocages intervenus sur certaines mines de la SLN en juillet 2013 : 12 millions de tonnes de minerai ont été extraites en 2013, contre 9,7 millions l'an dernier (+24%). La hausse concerne les latérites (+940 000 tonnes) et les saprolites (+1,4 million de tonnes).
L'extraction de latérites est tirée à la hausse tout au long de l'année par la montée en charge de l'usine de Vale NC. Les saprolites alimentent quant à elles l'usine de Gwangyang en Corée du Sud.

Les exportations de minerai de nickel se replient en volume (-3%, soit -136 500 tonnes humides).
Les latérites exportées reculent sur un an (-223 000 tonnes). Ce minerai, auparavant envoyé en Australie pour approvisionner l'usine de Yabulu, alimente désormais également l'usine de Vale NC depuis son entrée en production en octobre 2010. Ainsi, alors qu'en 2010, 87% des latérites extraites étaient exportées, elles chutent à 38% en 2013.

A l'inverse, les saprolites se vendent plus (+86 500 tonnes). L'usine de Gwangyang, en Corée du Sud, en reçoit davantage (+288 500 tonnes) pour produire ses ferronickels. Elle devient ainsi le 1er acheteur de minerai calédonien, devant le Japon dont les achats baissent (-132 700 tonnes) et l'Australie. Les exportations vers le Japon devraient toutefois reprendre grâce à la signature d'un partenariat commercial, en juillet 2013, entre le mineur Maï Kouaoua Mines et le fondeur japonais Pacific Metals Company, en vue de lui livrer 250 000 tonnes de minerai par an pendant dix ans.

La Chine est un client occasionnel : elle s'est approvisionnée en 2011 et en 2012, mais n'a pas renouvelé ses achats en 2013.

Le repli des volumes exportés de minerai de nickel est amplifié par la baisse des cours mondiaux. En valeur, les exportations de minerai chutent de 19%.

La production métallurgique augmente

L'activité métallurgique progresse de 11% sur un an : 69 200 tonnes de nickel contenu ont été produites en 2013, contre 62 200 tonnes un an avant.

Derrière cette hausse globale, l'activité métallurgique varie suivant les opérateurs :

• La SLN réduit sa production de 5%, avec 53 800 tonnes de nickel contenu en 2013, contre 56 500 tonnes il y a un an. Les ferronickels en composent les trois quarts.

Ce sont les ferro-nickels qui tirent à la baisse la production de Doniambo ; Eramet s'adaptant ainsi à la demande mondiale.

• KNS débute son activité.

En avril 2013, la 1re ligne de production de l'usine du Nord produit sa 1re coulée de métal. Jusqu'en décembre, 720 tonnes de nickel contenu de ferro-nickels sont sorties de ses fours, soit 1% de la production métallurgique totale.

• Vale NC relance son activité après une suspension de quelques mois en 2012.

En 2013, sa production redémarre : 15 500 tonnes de nickel contenu, réparties entre le NHC et le NiO, sont sorties de l'usine du Sud, contre 5 750 tonnes en 2012. S'y ajoutent 500 tonnes de carbonate de cobalt. La production métallurgique de Vale NC aurait toutefois pu être supérieure si son activité n'avait pas été suspendue quelques semaines en fin d'année à cause d'un problème technique.

Les exportations métallurgiques pâtissent de la baisse des cours

65 200 tonnes de nickel contenu ont été exportées en 2013, soit 5% de plus qu'il y a un an, mais elles rapportent moins : 81 milliards de F.CFP contre 93 milliards en 2012 (-13%).

Les exportations de la SLN se replient de 6% en volume et de 23% en valeur, particulièrement vers Taiwan, tandis que les ventes de Vale NC sont multipliées par deux en volume et en valeur. Son produit intermédiaire de nickel, le NHC, est commercialisé auprès de la société Queensland Nickel, pour être ensuite raffiné à l'usine de Yabulu, en Australie. Le NiO (oxyde de nickel) est quant à lui exporté en Chine depuis 2012, dans une usine de Vale, et trouve désormais également preneur en Corée du Sud, à Taiwan et au Japon. Le carbonate de cobalt, co-produit de l'oxyde de nickel, est quant à lui destiné à différents partenaires dont la Chine, le Japon et la Grande-Bretagne.

Les 1res ventes de KNS ont lieu en septembre avec l'achat de 100 tonnes de nickel contenu pour 130 millions de F.CFP par Singapour.

Au final, tout opérateur confondu, 60% des produits métallurgiques exportés sont destinés à quatre pays : la France, qui tient toujours la 1re place grâce aux mattes de Doniambo, la Chine, Taïwan et le Japon. Les achats de la France et de Taïwan reculent sur un an, tandis que ceux de la Chine progressent ; le Japon est stable.

L'entrée en production de KNS tire à la hausse les emplois locaux

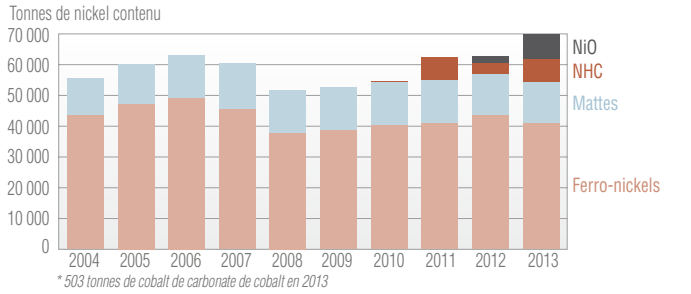
En 2013, 6 850 salariés, en moyenne, travaillent directement dans le secteur du nickel, soit 1 200 de plus qu'en 2012. Les trois quarts de ces emplois nouveaux sont imputables aux usines métallurgiques, particulièrement KNS pour son entrée en production. La mine et ses activités annexes (contracteurs, rouleurs, intermittents) créent 400 emplois sur un an ; une partie est liée à KNS, l'autre à la hausse de l'extraction minière, notamment pour alimenter l'usine de Vale NC.

A l'inverse, les démobilisations des travailleurs étrangers s'accélèrent : après le pic à 6 350 travailleurs sur site au 30 septembre 2012, ils étaient 4 500 au 31 décembre 2012, puis 1 560 un an après (-65%). La quasi-totalité est employée par l'usine du Nord. Leur nombre devrait encore diminuer au cours de l'année 2014 avec le lancement de la 2e ligne de production de KNS.

L'année 2014 promet d'être porteuse pour le nickel calédonien

Le contexte international, peu favorable en 2013, pourrait l'être davantage en 2014. En effet, la consommation mondiale de nickel devrait progresser, notamment grâce à une reprise économique dans certaines économies avancées comme les Etats-Unis.

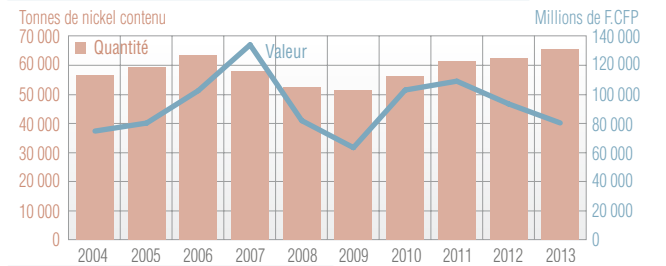
*Évolution de la production métallurgique (hors carbonate de cobalt)**



* 503 tonnes de cobalt de carbonate de cobalt en 2013

Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

Évolution des exportations de produits métallurgiques (hors carbonate de cobalt)

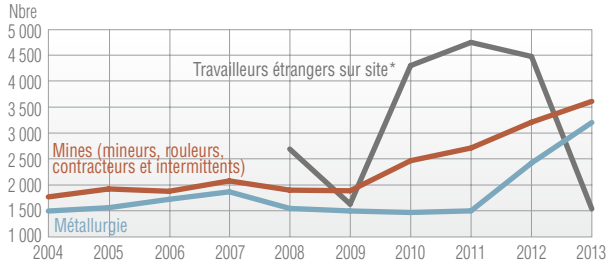


Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

Par ailleurs, la mise en œuvre en janvier 2014 de l'interdiction par l'Indonésie d'exporter son minerai de nickel non transformé pourrait rééquilibrer le marché, permettant ainsi une remontée des cours. Toutefois, dans la perspective de ce rationnement, la Chine a constitué des stocks de minerais de nickel, qui pourraient représenter un an de consommation.

En Nouvelle-Calédonie, le secteur du nickel devrait continuer à se développer.
Après un creux en début d'année, la livre de nickel se vend mieux dès mars 2014.
Côté métallurgie, l'usine du Nord a commencé l'année positivement avec le lancement réussi de la coulée de sa 2e ligne de production en février 2014 et montera en puissance tout au long de l'année. Dans le même temps, l'usine du Sud devrait continuer sa montée en charge, malgré sa suspension d'activité en mai suite à de nouveaux incidents techniques. La SLN prévoit quant à elle de nouveaux plans d'amélioration de la productivité et de réduction des coûts pour 2014.
L'activité minière aura le vent en poupe. L'usine de Gwangyang, approvisionnée par le minerai calédonien, va augmenter ses capacités de production de 30 000 tonnes de nickel contenu de ferronickels à 54 000 tonnes d'ici fin 2014. Les exportations vers le Japon doublent dès février 2014 suite au partenariat commercial signé en juillet 2013. Un point noir toutefois : les mines de Nakéty, qui fournissent l'Australie, le Japon et la Corée du Sud en minerai, ont dû suspendre leur activité quelques semaines après avoir été vandalisées.

Évolution de l'emploi salarié dans le secteur "Mines-métallurgie" (moyenne annuelle)



*Nombre d'autorisations de travail en cours, au titre des prestations de services internationales, au 31 décembre.

Sources : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie, Direction du Travail et de l'Emploi

ÉNERGIE

La production d'électricité répond aux besoins de la métallurgie

La production d'électricité augmente, même si la centrale de Doniambo réduit la voilure : Prony Energies monte en puissance, la centrale de KNS entre en production et la production hydraulique du barrage de Yaté atteint des sommets. La consommation électrique est quant à elle stable, en lien avec la baisse des besoins de la SLN.

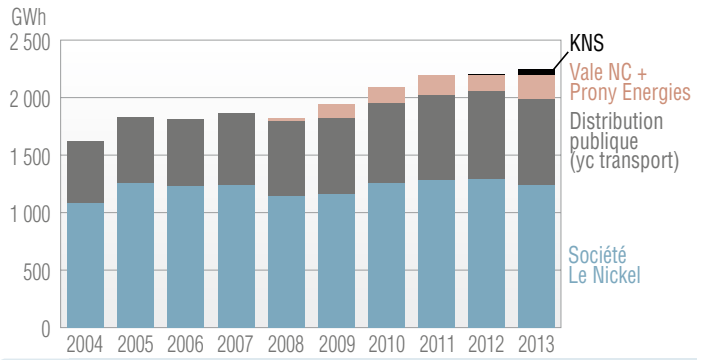
En 2013, production et consommation électrique sont étroitement liées à l'activité métallurgique :

- les besoins électriques de la SLN diminuent car elle adapte sa production métallurgique aux contraintes du marché. Ses besoins se tournent davantage vers le barrage de Yaté que vers les centrales de Doniambo et de Ducos ;
- la centrale de Prony Energies monte en puissance pour accompagner le redémarrage de l'usine de Vale NC ;
- la centrale de KNS est opérationnelle et accompagne l'entrée en production de l'usine métallurgique.

Au final, la production électrique augmente légèrement, tandis que la consommation est à peu près stable.

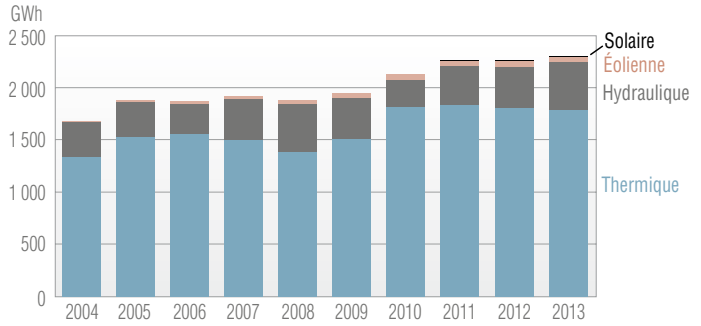
La production thermique recule légèrement et l'énergie hydraulique renoue avec le niveau exceptionnel atteint en 2008. Toujours marginales, les énergies éoliennes et solaires reculent bien que certaines actions aient été menées en leur faveur, telles que la revalorisation des tarifs de vente des énergies renouvelables.

Évolution de la consommation d'électricité



Sources : EEC, ENERCAL

Évolution de la production d'électricité selon l'origine



Sources : EEC, ENERCAL

CONSTRUCTION

Le secteur fragilisé

Le secteur de la construction demeure en difficulté : les investissements sont atones permettant tout juste le maintien du niveau d'emploi.

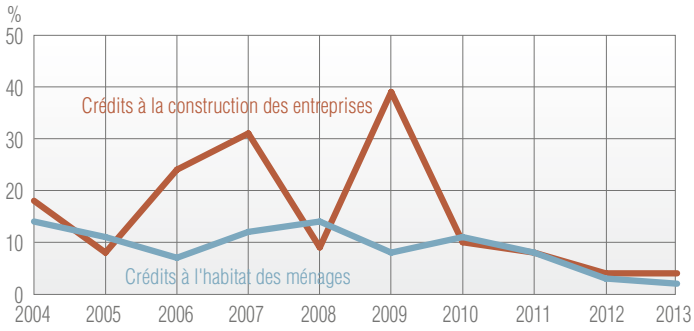
En 2013, le secteur de la construction continue de marquer le pas : l'investissement des ménages atteint un niveau historiquement faible, ce qui tire à la baisse l'activité du secteur, et se traduit notamment par le net recul des attestations de conformité des logements. L'investissement des entreprises se maintient, mais à un niveau faible. Depuis que le soufflé du boom de VKP est retombé, l'économie calédonienne manque de grands projets qui dynamiseraient l'activité du BTP, fragilisant ainsi l'emploi dans le secteur.

Les investissements continuent de ralentir

En 2013, les crédits à l'habitat et à la construction s'élèvent à 447 milliards de F.CFP, soit 2% de plus qu'en 2012. Cette progression est historiquement faible après quatre années de ralentissement continu (de +15% en 2009 à +3% en 2012).

Les trois quarts des crédits à l'habitat et à la construction concernent les ménages. Leur recours à l'endettement pour l'habitat ralentit depuis trois ans.

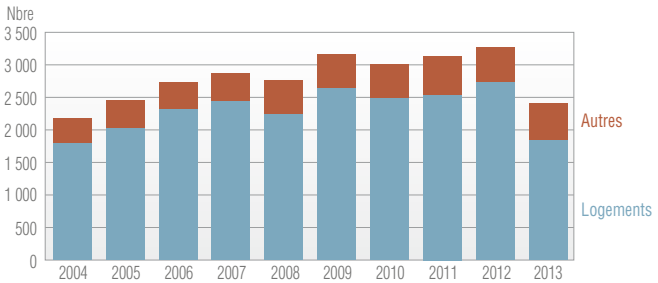
Évolution des crédits à l'habitat et à la construction*



* Octroyés par les établissements de crédits situés dans et hors de la zone d'émission de l'IEOM.

Source : IEOM

*Évolution des constructions de bâtiments**



* Il s'agit du nombre d'attestations de conformité électrique visées par le Comité Territorial pour la Sécurité des Usagers de l'Electricité. Le COTSUEL est missionné pour les provinces Nord et Sud, hors zones non soumises à permis de construire (réserves foncières).

Source : COTSUEL

La mise en place en 2011 du prêt à taux zéro (PTZ), crédit immobilier réglementé qui a vocation à faciliter le 1er achat d'une résidence principale, n'a pas permis de redresser le recours aux crédits pour l'habitat. Ce dispositif pourrait être prochainement étendu aux opérations de location-accession à la propriété afin que les locataires accédant à la propriété d'un logement social puissent bénéficier de ce prêt aidé dès la phase de location.

Pourtant, en 2013, les prêts immobiliers coûtent légèrement moins chers qu'un an plus tôt. Mais les ménages investissent encore moins qu'en 2012, comme en atteste la forte baisse des permis de construire accordés. En trois ans, ces derniers ont été divisés par trois sur la zone VKP.

L'investissement des entreprises se maintient quant à lui : il progresse de 4% sur un an comme l'an dernier. Cette progression reste toutefois faible par rapport aux années 2005 à 2011, pendant lesquelles les grands chantiers avaient fortement soutenu l'économie. La construction de l'usine du Sud a en effet été relayée par les infrastructures liées aux Jeux du Pacifique, l'agrandissement de l'aéroport de la Tontouta ou encore le développement de la zone VKP en lien avec la construction de l'usine du Nord. Depuis, d'autres projets ont pris le relai mais à un niveau moindre, comme les travaux d'agrandissement de l'aérodrome de Koné, l'ouverture de nouvelles voies routières dans le Grand Nouméa, l'aménagement du site de Gouaro Deva, et plus particulièrement le chantier du Médipôle, commencé mi-2012.

La construction de logement social se maintient quant à elle au même niveau qu'en 2012. Toutefois, des programmes pourraient se développer grâce à la relance du dispositif de défiscalisation, votée fin 2013, en faveur de l'investissement locatif intermédiaire.

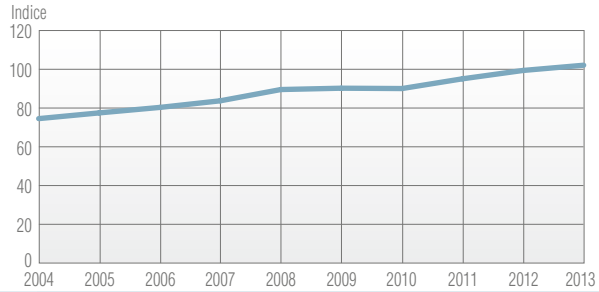
Le ralentissement de l'investissement des ménages se traduit également par la baisse des

attestations de conformité du Comité Territorial des Usagers de l'Electricité (COTSUEL). En effet, 1 840 attestations relatives au logement ont été délivrées en 2013, soit 32% de moins qu'il y a un an. Cette diminution touche essentiellement le Grand Nouméa, qui perd 620 constructions (particulièrement à Nouméa et Dumbéa), et la zone VKP, où les besoins se font moins pressants depuis que l'usine du Nord est terminée (-200 attestations). Toutes zones confondues, ce sont les appartements qui chutent le plus fortement avec deux fois moins d'attestations délivrées en un an, alors que les nouvelles maisons individuelles reculent moins nettement (-9%).
A l'inverse, les constructions à usage économique (locaux commerciaux, industries...) progressent de 6% sur un an, dans le Grand Nouméa plus qu'à Koné.

Le renchérissement de la construction n'aide pas à la reprise du secteur. En effet, l'index BT21 augmente de 3% sur un an. Cette hausse est toutefois plus modérée que celle des deux dernières années (+5% en 2012 et +6% en 2011).
Les coûts des matériaux sont en hausse, ainsi que les travaux du BTP, principalement la réfection des chaussées et les travaux de finition. Seuls les carburants et les matériaux et travaux liés au chauffe-eau solaire sont en baisse sur un an. Ces baisses sont liées au recul des cours mondiaux du pétrole brut et à la mise en place de la prime Eco-cash qui permet aux ménages d'acquérir un chauffe-eau solaire à moindre coût.

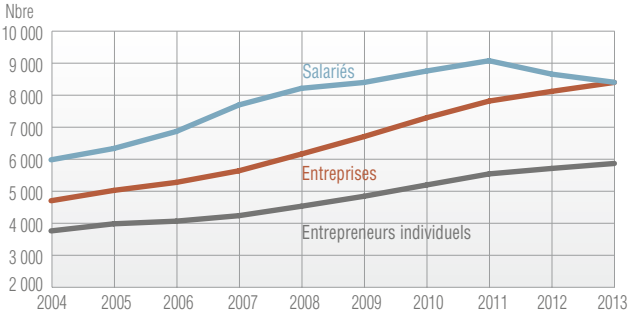
La fin des grands travaux et le ralentissement de la construction de logements pour les particuliers s'illustrent par l'évolution des ventes de ciment. En baisse depuis 2011, elles continuent de reculer en 2013 (-5% sur un an), même si ce recul est moins marqué qu'en 2012 (-15%). Sans la construction du Médipôle et les dernières livraisons de ciment pour KNS, les ventes de ciment, pour les ouvrages du BTP comme pour la construction individuelle, auraient reculé de 12% sur un an. La production locale de ciment couvre presque

Évolution de l'index BT21 (base 100 en décembre 2012) (moyenne annuelle)



Source : ISEE

Évolution de l'emploi dans le secteur de la construction (moyenne annuelle)



Sources : ISEE, CAFAT

intégralement la consommation intérieure ; le recours aux importations est minime.
La loi de défiscalisation et les investissements structurels (tels que la liaison routière entre Hienghène et Kaala-Gomen ou l'hôpital du Nord), que prévoient les institutions, pourraient toutefois aider à relancer la construction.

Les besoins en main d'œuvre reculent

Le secteur perd des salariés (-3% sur un an). Toutefois, hors changement d'activité de deux entreprises qui sont passées de la construction à l'industrie, le secteur de la construction créerait 240 emplois sur un an (+3%), et commencerait à sortir du creux de la vague. La construction de bâtiments peine avec seulement 20 salariés de plus sur un an, tandis que le génie civil s'en sort mieux (particulièrement la construction d'ouvrages d'arts) grâce aux travaux pour le Médipôle et à KNS, encore administrativement compté dans ce secteur. Hors KNS, l'emploi de la construction afficherait +2% sur un an.

Même si globalement l'emploi salarié résiste, les offres d'emploi déposées par les entreprises du BTP reculent de 17% sur un an, alors que le nombre de personnes à la recherche d'un emploi dans ce secteur augmente de 3% sur un an.
Le recours à l'intérim diminue ; en équivalent temps plein, le nombre de salariés employés sous contrat d'intérim recule de 8% dans ce secteur. En 2013, les entreprises du secteur embauchent en moyenne 2 intérimaires dans l'année, contre 3 en 2012.
Les entreprises du BTP procèdent à davantage de licenciements économiques. Les licenciements touchent 160 salariés en 2013, soit 30 de plus qu'il y a un an. Depuis deux ans, la construction est le principal secteur d'activité concerné par les licenciements : 60% des licenciés économiques travaillaient dans le secteur de la construction en 2013, contre 35% en 2011.

Alors que l'emploi est fragile, les entreprises sont toutefois plus nombreuses (+3% sur un an). Néanmoins, cette progression est la plus faible de la décennie, en ralentissement pour la 3e année

consécutive. La construction de bâtiments autres que des maisons individuelles est le secteur le plus dynamique avec 130 entreprises de plus qu'il y a un an, loin devant les travaux d'installation électrique, de montage de structures métalliques, de peinture et de vitrerie et de maçonnerie générale (+110 entreprises à eux quatre). Les trois quarts des nouvelles entreprises de ces cinq domaines d'activité sont des entrepreneurs individuels.

Conjugué à l'emploi salarié du secteur de la construction, ces "auto-emplois" permettent à l'emploi total de la construction de passer de +2% (hors KNS) à +3%.

Quelques chiffres clés du BTP

	2012	2013	Variation
Montant des investissements (au 31 décembre)			
Crédits à la construction des entreprises	113 487	117 498	3,5
Crédits à l'habitat des ménages	323 730	329 342	1,7
Attestations de conformité COTSUEL délivrées			
Logements	2 721	1 839	-32,4
Autres	539	572	6,1
Emploi			
Effectifs salariés (en moyenne annuelle)	8 656	8 403	-2,9
Demandes d'emploi en fin de mois (en moyenne annuelle)	971	999	2,9
Nouvelles offres d'emploi déposées (en cumul annuel)	2 039	1 702	-16,5
Entreprises			
Taux de création	16,6	16,1	///
Taux de cessation	12,9	12,2	///
Stock (en moyenne annuelle)	8 120	8 400	3,4
dont entrepreneurs individuels (en moyenne annuelle)	5 713	5 868	2,7
Intérim (en cumul annuel)			
Salariés (équivalents temps plein)	4 415	4 062	-8,0
Entreprises utilisatrices	1 565	1 770	13,1
Licenciements économiques (en cumul annuel)			
Salariés licenciés	132	160	21,2
Entreprises concernées	26	14	-46,2

Sources : IEOM, COTSUEL, ISEE, CAFAT, IDCNC, DTE — *Unités : millions de F.CFP, nbre, %*

TRANSPORT AÉRIEN

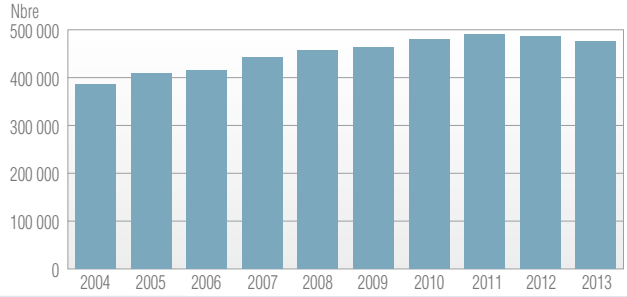
Baisse du trafic à l'international et hausse dans l'intérieur

Le trafic aérien international recule en 2013 : les Calédoniens prennent moins l'avion et les touristes viennent moins nombreux. A l'inverse, le trafic aérien intérieur progresse, particulièrement vers les îles.

En 2013, le trafic aérien international recule de 2% sur un an. 477 000 passagers ont fréquenté l'aéroport international de Nouméa-La Tontouta, soit 10 000 passagers de moins qu'en 2012. La baisse des voyages des Calédoniens vers la France (-4%) et dans une moindre mesure vers l'Australie (-1%), s'ajoute aux arrivées moins nombreuses de touristes australiens (-11%), et tirent à la baisse le trafic aérien entre Tontouta et Sydney.
La compagnie locale Air Calédonie International s'impose toujours sur le marché international : elle a transporté 77% des passagers fréquentant l'aéroport de Tontouta.

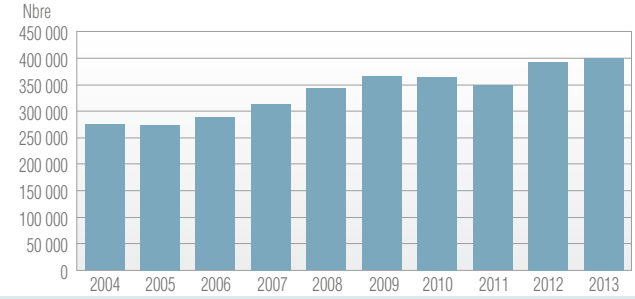
Le transport aérien intérieur comptabilise, quant à lui, 8 000 passagers de plus qu'en 2012 (+2%). La progression du trafic ralentit après le niveau exceptionnel atteint en 2012. Le boom de 2012 est consécutif à la mise en place des tarifs préférentiels en faveur des résidents des îles et du Nord, adoptés à la suite de la grève des usagers d'Air Calédonie en 2011.
En 2013, les aérodromes des îles sont davantage fréquentés. Le trafic de Maré et d'Ouvéa s'intensifie (+6 600 passagers à eux deux), même si Lifou tient, de loin, la 1re place, devant l'île des Pins. A l'inverse, le trafic de la Grande-Terre ralentit (-900 passagers sur un an), principalement entre Nouméa et Koné, en lien avec la finalisation de la construction de l'usine du Nord.

Évolution du trafic de passagers à l'aéroport de Tontouta (arrivées + départs)



Source : Direction de l'Aviation Civile

Évolution du trafic de passagers à l'aérodrome de Magenta (arrivées + départs)



Source : Direction de l'Aviation Civile

TRANSPORT MARITIME

Les flux de marchandises sont globalement stables sur un an

En 2011, 10,6 millions de tonnes de marchandises ont transité dans l'un des ports de Nouvelle-Calédonie. Le trafic maritime, globalement stable sur un an, est dominé par l'activité minière et métallurgique du pays, pour l'international comme pour l'intérieur.

Si les volumes transportés sont globalement stables sur un an, la nature des marchandises, de même que l'activité des différents ports, ont évolué avec l'avancement des projets métallurgiques. Les marchandises débarquées répondent plus aux besoins de production et un peu moins aux besoins de construction qu'en 2010. Les produits métallurgiques constituent l'essentiel de l'augmentation des embarquements. Comme pour l'international, le nickel domine le trafic maritime intérieur.

70% de l'activité portuaire à l'international

En 2011, 10,6 millions de tonnes de marchandises ont transité par l'un des ports de Nouvelle-Calédonie. Le trafic international représente les deux tiers du trafic global avec 7,3 millions de tonnes, en hausse de 0,2% sur un an. Le minerai de nickel compose 94% des 4,9 millions de tonnes embarquées, les produits métallurgiques 5%. Parmi les 2,4 millions de tonnes arrivées sur le territoire, les deux tiers sont des minéraux solides et des produits pétroliers, nécessaires à la production métallurgique et à la production d'énergie.

Le trafic maritime intérieur représente 3,3 millions de tonnes (-0,2% sur un an) et se compose presque exclusivement de minerai de nickel, chargé dans les centres miniers de l'intérieur pour être acheminés vers l'usine de la SLN. Les embarquements visent à approvisionner les îles Loyauté.

En 2011, 2,4 millions de tonnes de marchandises sont arrivées en Nouvelle-Calédonie par voie maritime, soit 50 000 tonnes de moins qu'en 2010. Ce recul, qui touche les débarquements de matériaux de construction et de produits pétroliers (respectivement -75 000 et -64 000 tonnes), est atténué par les arrivées plus nombreuses de minéraux solides (+46 000 tonnes). Les marchandises qui arrivent de l'international sont destinées moins à des besoins de construction et plus à des besoins de production qu'en 2010. En effet, les arrivées de matériaux de construction ont baissé de 20% sur un an, après avoir été exceptionnellement élevées en 2010 (elles avaient doublé par rapport à 2009). Ces matériaux, principalement des clinkers, matière première qui compose les ciments produits localement, et des ensembles industriels, étaient arrivés en masse en 2010 pour la construction de l'usine du Nord, ses infrastructures, notamment portuaires, et celles de la zone VKP. Pour autant, la construction de l'usine de KNS se poursuit en 2011 et nécessite toujours l'apport de matériaux de construction. Ceux-ci représentent l'essentiel de l'activité du port de Vavouto, même s'ils baissent de 40% en un an. En outre, même s'ils baissent de 11% sur un an, les débarquements de matériaux de construction aux ports de Nouméa restent à un niveau élevé en 2011, pour alimenter les autres grands chantiers, tels que l'agrandissement de l'aéroport de la Tontouta ou la construction des infrastructures nécessaires pour accueillir les Jeux du Pacifique.

Les produits pétroliers, déchargés principalement à Nouméa, baissent de 8% par rapport à 2010. Cette baisse concerne le fioul, destiné aux centrales thermiques de Doniambo et Népoui, dont la production d'électricité a légèrement reculé sur un an (-1%).

Conséquence des arrivées moins nombreuses de matériaux de

Volume du trafic maritime international par catégorie de marchandises, tous ports confondus

	2010		2011	
	Débarquements	Embarquements	Débarquements	Embarquements
Produits alimentaires	180 645	12 946	193 505	25 394
Produits végétals et animals	13 042	1 083	13 397	1 763
Mineraux solides	853 100	-	898 889	98
Produits pétroliers	755 689	33 185	691 881	752
Minerais	-	4 572 719	31 050	4 590 928
Produits métallurgiques	20 959	189 557	20 833	240 061
Matériaux de construction	384 627	3 469	309 335	9 047
Produits chimiques	38 628	1 450	39 382	5 921
Véhicules	41 007	894	37 551	2 895
Autres produits manufacturés	133 922	17 878	139 376	20 607
Total	**2 421 617**	**4 833 180**	**2 375 198**	**4 897 467**

Source : Port Autonome de Nouvelle-Calédonie, DIMENC — *Unité : tonnes*

Volume du trafic maritime, tous ports confondus

	2010			2011			Variation		
	Débarquements	Embarquements	Total	Débarquements	Embarquements	Total	Débarquements	Embarquements	Total
International	2 422	4 833	7 255	2 375	4 897	7 273	-1,9	1,3	0,2
Intérieur	3 242	93	3 335	3 237	92	3 329	-0,2	-2,0	-0,2
Total	**5 664**	**4 927**	**10 590**	**5 612**	**4 989**	**10 601**	**-0,9**	**1,3**	**0,1**

Sources : Port Autonome de Nouvelle-Calédonie, DIMENC — *Unités : millier de tonnes, %*

construction et de produits pétroliers, l'activité des ports de Nouméa et de Vavouto recule.

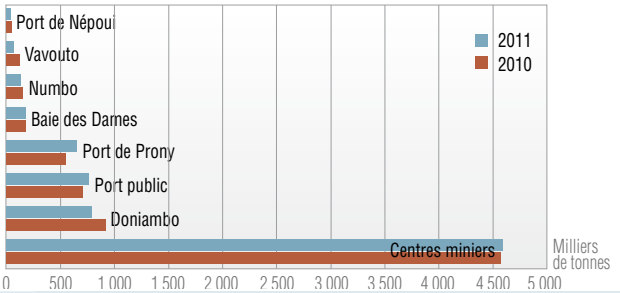
À l'inverse, le port de Prony enregistre, quant à lui, un surcroît d'activité (+20%, soit 108 000 tonnes supplémentaires) en répondant aux besoins croissants de l'usine du Sud. Ce port reçoit les deux tiers des minéraux solides livrés au territoire ; le reste, composé de houille, est débarqué à Nouméa et est destiné à la SLN. En 2011, la montée en production de Vale NC nécessite la livraison des 98 000 tonnes supplémentaires de minéraux solides, particulièrement du calcaire (ou de la chaux) et du soufre. Les besoins en charbon sont quant à eux stables entre 2010 et 2011, après avoir été multipliés par quatre entre 2009 et 2010 avec la montée en puissance de la centrale thermique de Prony Energies.
Même si l'activité du port de Prony se développe, Nouméa reste la première zone portuaire : elle concentre les deux tiers des volumes débarqués en 2011.

En 2011, 4,9 millions de tonnes ont été embarquées dans l'un des ports de Nouvelle-Calédonie, soit 64 000 tonnes de plus qu'en 2010. 94% des navires qui se dirigent vers l'international quittent les ports des centres miniers, chargés de minerai de nickel. Ces chargements augmentent depuis trois ans pour répondre aux besoins des nouveaux partenaires de la SMSP en Corée du Sud, en Australie, au Japon et en Chine.
5% des marchandises qui quittent le territoire sont constituées de produits métallurgiques au départ de Nouméa (production de la SLN) et, pour la première fois en 2011, de Prony (production de NHC de Vale NC).
Les bateaux partant de Vavouto sont chargés de produits manufacturés, tels que des outillages, qui ne servent plus à la construction de l'usine du Nord.

Le trafic intérieur alimente la SLN et dans une moindre mesure les îles Loyauté. En 2011, il représente un tiers du trafic maritime global avec 3,3 millions de tonnes de marchandises. Le minerai de nickel compose la quasi-totalité des marchandises qui quittent les ports de l'intérieur. Il est acheminé vers l'usine métallurgique de la SLN à Nouméa.
À la marge, environ 90 000 tonnes de marchandises quittent chaque année le port de Nouméa, pour approvisionner les îles Loyauté en marchandises diverses et hydrocarbures.

En 2012, la construction de l'usine du Nord, aux trois quarts finalisée fin 2011, nécessitera moins de matériaux de construction qu'un an plus tôt. Toutefois, elle entrera progressivement en production au cours du second semestre et montera en puissance jusqu'en 2014. Ainsi, les besoins accrus pour le fonctionnement de l'usine compenseront en partie le recul des livraisons nécessaires à sa construction.
Pour faire face à l'augmentation du trafic maritime, le Port Autonome prévoit, à partir de 2012, des travaux de dragage de la grande rade afin de permettre l'accueil de navires de plus grandes capacités et la création d'un nouveau quai.

Évolution du trafic maritime international de marchandises par zone portuaire (embarquements + débarquements)



Sources : Port Autonome de Nouvelle-Calédonie, DIMENC

Évolution du trafic maritime intérieur

	2010		2011		Variation	
	Débarquements	Embarquements	Débarquements	Embarquements	Débarquements	Embarquements
Minerai de nickel	3 224	-	3 218	-	-0,2	///
Hydrocarbures	-	13	-	12	///	-13,8
Marchandises diverses	18	80	19	80	8,3	0,0
Total	**3 242**	**93**	**3 237**	**92**	**-0,2**	**-2,0**

Source : Port Autonome de Nouvelle-Calédonie

Unité : millier de tonnes

TOURISME

Activité en berne

L'activité touristique se replie de nouveau cette année. L'activité hôtelière se porte mal. A l'inverse, le tourisme de croisière continue son essor.

En 2013, 490 000 visiteurs (touristes + croisiéristes) se sont rendus en Nouvelle-Calédonie, soit 100 000 visiteurs de plus qu'un an plus tôt. Ce sont les arrivées de croisiéristes qui expliquent ce fort bond en avant (+39% sur un an). Les arrivées de touristes sont, quant à elles, en baisse (-4%). Les Métropolitains restent toujours les plus nombreux à se rendre sur le territoire.
L'activité hôtelière est en repli : -4% sur un an, et ce pour la deuxième année consécutive. En cause : le recul de la fréquentation des locaux (-7% sur un an).

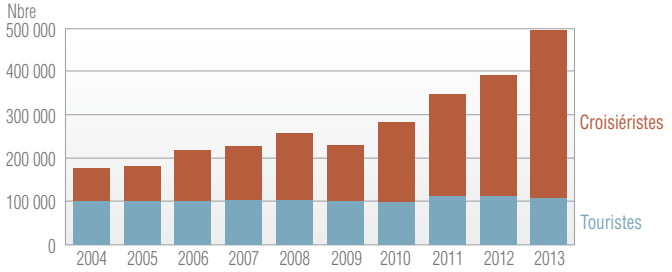
Les touristes sont moins nombreux

Avec 107 800 touristes débarqués en 2013, la Nouvelle-Calédonie a perdu 4 500 personnes par rapport à 2012. Après la forte hausse de 2011 (+14% sur un an), liée aux Jeux du Pacifique et à la venue du Président de la République, les arrivées de touristes restent stables en 2012, et diminuent légèrement en 2013.
Toutefois, le niveau des arrivées reste au-dessus de la moyenne des dix dernières années : 104 000 arrivées de touristes.
La clientèle traditionnelle en provenance de Métropole, du Japon, d'Australie ou de Nouvelle-Zélande reste très majoritaire sur l'ensemble des arrivées (71% des arrivées en 2013). Toutefois, leur progression est contrastée : les clientèles métropolitaine et néo-zélandaise augmentent timidement, tandis que les touristes australiens et japonais chutent sévèrement.

Les Australiens boudent le territoire

Un touriste sur trois est Métropolitain. Avec 39 200 arrivées en 2013, les Métropolitains continuent d'être les plus nombreux à se rendre en Nouvelle-Calédonie. Sur un an, leurs arrivées continuent de progresser (+1%) mais à un taux très inférieur à ceux connus au cours des deux dernières années (+39% en 2011 et +12% en 2012).
Loin derrière les Métropolitains, le marché australien, avec 15 700 touristes, se place en seconde position. Sur un an, les arrivées de touristes australiens chutent de 11%, alors qu'elles affichaient +4% en 2012.
La diminution de la fréquentation japonaise (-10%), quant à elle, s'inscrit dans la tendance à la baisse observée depuis 2006, après avoir enregistré un niveau record en 2005 (plus de 30 000 arrivées). Avec 15 670 touristes, la fréquentation nippone continue d'être sous la barre des 20 000, et ce depuis 2009.
Comme les Métropolitains, les Néo-Zélandais voient leurs arrivées progresser de 1% sur un an. Les arrivées repartent à la hausse cette année, après un repli du marché néo-zélandais un an plus tôt (-3% en 2012). Le repli s'est pourtant prolongé au 1er semestre 2013, mais le 2e semestre a vu une reprise des arrivées kiwies.
Concernant les autres provenances, les arrivées diminuent également (-4% sur un an). La baisse s'explique essentiellement par le recul des arrivées en provenance de la Réunion et de Mayotte

Évolution du nombre de visiteurs



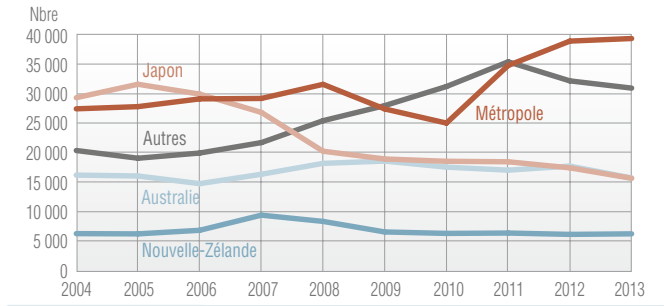
Sources : ISEE/Direction de la Police Aux Frontières en Nouvelle-Calédonie, Port Autonome

Évolution des arrivées de touristes par pays de résidence

	2012	2013	Variation
Métropole	38 746	39 183	1,1
Japon	17 430	15 674	-10,1
Australie	17 729	15 722	-11,3
Nouvelle-Zélande	6 242	6 334	1,5
Autres Océanie	16 580	16 092	-2,9
Autres	15 477	14 748	-4,7
Total	**112 204**	**107 753**	**-4,0**

Source : ISEE "Enquête passagers" — *Unités : nbre, %*

Évolution des arrivées de touristes par origine



Source : ISEE "Enquête passagers"

(conséquence directe de la fermeture de la liaison St Denis-Nouméa mi-2012), mais également de la Polynésie française et de Wallis et Futuna.

La principale motivation des touristes reste les loisirs : un touriste sur deux vient pour des vacances et un sur quatre pour des raisons affinitaires. 17% des touristes viennent pour le travail ou pour affaires.

L'activité hôtelière en repli

Sur l'année 2013, les hôtels de Nouméa comptabilisent 606 000 nuitées contre 632 000 un an plus tôt, soit une diminution de 25 540 nuitées (-4%). C'est la deuxième année consécutive de baisse (-5% en 2012) après avoir enregistré une forte progression en 2011 (+24%).
Le repli de l'activité hôtelière s'explique principalement par un recul de la fréquentation des résidents (-7%). La clientèle étrangère est aussi en léger repli (-1%).
La baisse du nombre de nuitées entraîne la diminution du taux d'occupation : 56,6% en 2013, contre 59,1% en 2012.

Les résidents séjournent moins dans les hôtels de Nouméa

En 2013, les résidents ont consommé 26 590 nuitées de moins qu'en 2012. La baisse amorcée un an plus tôt (-1%) s'accentue cette année (-7%), après qu'une forte progression ait été enregistrée en 2011 (+36%). Plus de la moitié des clients fréquentant les hôtels de Nouméa sont des résidents.
Les touristes, quant à eux, ont consommé 285 560 nuitées, soit 2 460 nuitées de moins qu'il y a un an. Le repli touche principalement les Métropolitains (-5%), bien que leurs arrivées sur le territoire aient progressé par rapport à 2012. A l'inverse, les autres principales clientèles augmentent leur consommation. Les Australiens et les Japonais voient leur fréquentation progresser (+10% et +2%). Les Néo-Zélandais augmentent eux aussi leur consommation (+5%).
L'hôtel continue d'être le principal mode d'hébergement des touristes (soit un touriste sur deux). Vient ensuite l'hébergement en famille ou chez des amis (un touriste sur trois). Toutefois, 6% des touristes préfèrent la location.

Le recul de la fréquentation hôtelière par les résidents impacte fortement l'activité des deux étoiles, qui perdent 19 100 nuitées. L'activité chute fortement cette année (-16%) après une année 2012 en hausse (+9%).
L'activité des hôtels non classés est également pénalisée par le repli des locaux. Elle chute de nouveau cette année (-15% sur un an), après une reprise en 2012 (+9%).
A l'inverse, les résidents fréquentent davantage les hôtels trois étoiles et plus, lesquels enregistrent 3 040 nuitées supplémentaires par rapport à 2012 (+4%). Les locaux concentrent à eux seuls près de la moitié des nuitées dans ce type d'hôtel.

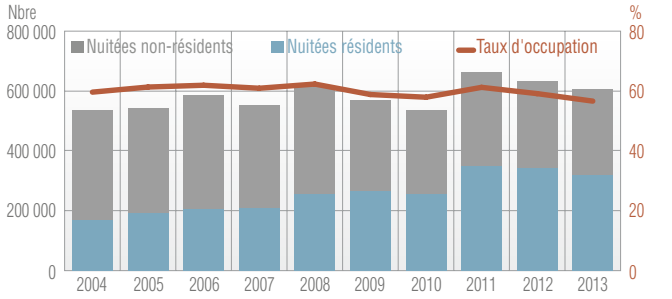
En 2013, la recette touristique est estimée à 13,5 milliards de F.CFP (hors transport aérien), soit une diminution de 4%. Après avoir enregistré deux années de forte hausse (+14% en 2011 et +7% en 2012), la recette diminue cette année. La dépense moyenne par séjour s'élève à 124 900 F.CFP par touriste contre 125 440 F.CFP un an plus tôt. La baisse s'explique principalement par le recul de dépenses en hébergement.

L'activité de croisière atteint un nouveau record

En 2013, la Nouvelle-Calédonie a accueilli 386 000 croisiéristes, soit près de 108 000 personnes de plus qu'un an plus tôt (+39%). Depuis 2010, le tourisme de croisière est florissant, avec des taux de croissance qui oscillent entre 18% et 40%. Le nombre de paquebots naviguant dans les eaux calédoniennes progresse fortement (32 paquebots supplémentaires par rapport à l'année dernière, soit +20%) et explique cette flambée des croisiéristes.
L'activité de croisière profite essentiellement à Nouméa et l'île des Pins qui ont reçu respectivement 287 500 et 222 990 croisiéristes, et dans une moindre mesure à Lifou et Maré (197 600 et 44 880 passagers).

En 2013, la dépense des croisiéristes (hors transport international) s'élève à 1,6 milliards de F.CFP contre 1,3 milliards de F.CFP un an plus tôt (+28%). L'afflux de croisiéristes impacte favorablement l'économie du territoire. La hausse profite essentiellement aux excursions et pour une moindre part au commerce. Plus de 80% des dépenses sont enregistrées à Nouméa où elles progressent de 27% par rapport à 2012. Les dépenses hors Nouméa progressent également (+36%) essentiellement à l'île des Pins et Lifou.

Évolution de l'activité des hôtels de Nouméa



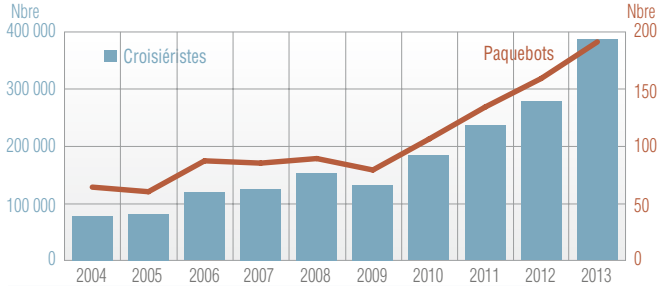
Source : ISEE "Enquête hôtelière"

Évolution des nuitées par catégorie d'hôtel et par type de clientèle

	2012	2013	Variation
Type de clientèle			
Non résidents	288 021	285 560	-0,9
Résidents	343 748	320 668	-6,7
Catégorie d'hôtel			
1 étoile	63 485	54 005	-14,9
2 étoiles	116 449	97 351	-16,4
3 étoiles et +	451 835	454 872	0,7
Total	**631 769**	**606 228**	**-4,0**

Source : ISEE "Enquête hôtelière" — Unités : nbre, %

Évolution des arrivées de croisiéristes et de paquebots



Sources : ISEE/Direction de la Police Aux Frontières en Nouvelle-Calédonie, Port Autonome

CHIFFRES CLÉS

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 p
Démographie										
Taux de natalité (pour mille habitants)	nd	nd	nd	nd	nd	nd	16,7	16,2	17,0	nd
Taux de mortalité (pour mille habitants)	nd	nd	nd	nd	nd	nd	4,8	5,2	5,1	nd
Taux d'accroissement naturel (pour mille habitants)	nd	nd	nd	nd	nd	nd	11,9	11,0	11,9	nd
Taux de mortalité infantile (pour mille naissances)	6,3	6,2	5,4	6,1	5,0	5,6	4,6	4,9	3,9	nd
Population estimée au 1er janvier (nbre)	nd	nd	nd	nd	nd	nd	248 000	252 000	256 000	260 000
Voyages des Calédoniens (nbre)										
Calédoniens ayant voyagé hors du territoire	89 321	95 859	100 170	106 377	111 598	119 035	131 580	123 564	121 101	120 607
Marché de l'automobile (nbre)										
Immatriculations de véhicules neufs	10 586	11 489	12 215	13 439	13 639	13 246	13 684	13 580	12 784	11 210
dont voitures particulières	6 950	7 397	7 251	7 717	7 853	7 246	7 354	7 525	7 250	6 051
Emploi salarié (nbre, F.CFP)										
Salariés du secteur privé (moyenne annuelle)	46 701	48 753	51 429	53 909	57 122	58 763	60 921	63 718	64 435	64 855
Salariés du secteur public (moyenne annuelle) *(1)*	20 579	20 950	21 350	22 204	22 955	23 388	23 876	24 193	24 534	25 241
Salaire Minimum Garanti mensuel (SMG, au 1er janv.)	103 411	110 000	115 000	120 000	120 864	124 406	125 464	140 000	150 000	150 000
Salaire Minimum Agricole Garanti mensuel (SMAG, au 1er janv.)	86 109	93 500	97 750	102 000	102 733	105 745	106 644	119 000	127 500	127 500
Marché du travail (nbre)										
Demandeurs en fin de mois (moyenne annuelle)	9 632	8 725	7 049	6 572	6 601	6 982	7 327	6 873	6 229	6 323
Nouvelles offres d'emploi déposées	5 169	5 519	9 226	9 415	11 292	11 689	10 988	12 244	11 285	9 269
Conflits sociaux (jour de travail perdu)										
Secteur privé "hors mines"	22 301	33 466	34 360	21 529	7 913	23 486	13 763	19 238	13 123	6 670
Prix à la consommation (%)										
Indice des prix (déc. de chaque année, base 100 en déc. 2010)	88,5	90,8	92,1	93,8	97,3	97,4	100,0	102,6	104,3	105,0
Inflation (glissement sur les douze derniers mois)	0,9	2,6	1,4	1,8	3,7	0,2	2,7	2,6	1,6	0,7
dont alimentation	1,4	2,4	0,7	4,5	4,6	1,0	2,8	4,0	1,5	1,7
tabac	0,0	7,0	7,2	0,0	7,2	2,9	13,1	12,1	0,0	0,0
produits manufacturés	-0,1	-0,2	-0,5	-0,1	-0,4	0,4	0,2	0,8	0,3	-0,3
énergie	0,2	6,5	4,7	1,4	10,1	-10,0	5,2	7,7	3,4	-2,0
services	1,3	3,1	1,7	1,2	3,1	2,0	2,2	1,4	2,4	1,7
Échanges extérieurs										
Importations (million de F.CFP)	156 767	170 692	200 841	244 096	262 188	220 223	298 500	316 708	301 352	290 908
Exportations (million de F.CFP)	98 859	104 774	128 168	177 868	104 687	85 375	134 530	142 319	123 009	111 537
dont produits miniers et métallurgiques	89 949	94 859	120 464	171 286	98 052	77 754	128 116	132 607	114 337	98 374
Taux de couverture (%)	63,1	61,4	63,8	72,9	39,9	38,8	45,1	44,9	40,8	38,0
Monnaie (million de F.CFP)										
Masse monétaire	274 318	297 389	344 036	385 032	422 744	463 076	516 981	533 435	603 806	603 583
Circulation fiduciaire	11 499	11 504	12 517	12 846	13 626	14 106	14 666	15 931	17 351	16 069
Dépôts à vue	133 907	146 026	177 762	188 185	196 491	214 179	245 223	246 501	255 688	273 632
Comptes sur livret	57 419	62 560	64 895	67 636	75 157	89 203	92 529	98 942	105 583	110 420
Comptes Épargne-Logement	715	776	831	750	693	699	676	617	619	630
Dépôts à terme et bons	70 778	76 523	88 031	115 615	136 777	144 889	163 887	171 444	224 565	202 832
Concours de caractère bancaire	437 416	475 410	526 430	618 957	715 784	771 025	845 107	907 588	955 835	982 019
Finances publiques (million de F.CFP)										
Recettes										
Nouvelle-Calédonie	103 333	117 765	127 852	151 807	163 910	166 340	173 975	183 921	217 507	nd
Province des îles Loyauté	12 340	11 595	13 688	13 853	22 023	14 414	14 935	17 185	16 974	nd
Province Nord	20 460	25 923	23 249	24 028	32 651	25 785	40 517	38 760	40 912	nd
Province Sud	32 698	36 895	38 780	43 484	57 222	44 777	49 616	54 382	55 773	nd
Dépenses										
Nouvelle-Calédonie	96 484	107 665	127 420	136 981	184 537	168 955	167 717	178 399	207 932	nd
Province des îles Loyauté	12 091	10 766	12 249	13 217	18 822	16 710	16 862	15 978	17 121	nd
Province Nord	19 453	22 535	20 596	21 729	23 337	36 786	39 262	40 016	32 806	nd
Province Sud	31 938	37 507	41 820	43 893	47 442	50 920	52 325	51 666	55 830	nd
Dépenses de l'État en Nouvelle-Calédonie	nd	nd	nd	nd	nd	nd	147 422	155 833	156 434	nd
Comptes économiques										
Produit intérieur brut (milliard de F.CFP)	565,5	598,4	663,3	768,0	735,7	744,7	816,7	840,4	855,5	nd
Taux de croissance réel (%)	3,9	3,6	5,7	4,2	0,6	2,3	3,9	3,0	2,2	nd
Produit intérieur brut/Habitant (millier de F.CFP)	2 507	2 608	2 842	3 235	3 047	3 032	3 293	3 335	3 342	nd
Entreprises (secteur marchand non agricole)										
Créations d'entreprises (nbre)	3 189	3 530	3 664	3 929	4 248	4 718	5 171	5 213	5 199	4 833
Taux de création (%)	18,0	19,0	18,8	19,3	19,7	20,4	20,7	19,4	18,1	14,3

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 p
Agriculture (tonne)										
Production de viande (abattages contrôlés)	5 808	5 346	4 957	5 223	5 520	5 454	5 680	5 839	5 973	5 970
Bovine	4 042	3 524	2 992	3 131	3 147	3 192	3 425	3 414	3 416	3 297
Porcine	1 766	1 822	1 965	2 093	2 373	2 262	2 255	2 425	2 557	2 673
Production marchande de légumes	11 973	10 869	12 141	9 844	11 616	10 044	10 120	11 562	11 624	10 699
Légumes (yc tubercules, squashs et oignons)	10 593	9 205	9 875	9 129	9 843	8 556	9 252	9 867	9 955	10 539
Pommes de terre (achats OCEF + nouvelles)	1 380	1 664	2 266	715	1 773	1 488	868	1 695	1 669	160
Production marchande de fruits	4 258	4 248	5 560	5 558	5 252	4 407	4 787	4 014	5 119	4 617
Production de céréales	5 312	6 290	3 956	5 781	4 203	2 664	3 335	2 597	4 198	4 386
Pêche-Aquaculture (tonne)										
Exportations de produits de la mer	2 942	3 112	2 663	2 267	2 326	2 368	2 131	1 749	1 834	1 943
dont crevettes	1 509	1 709	1 786	1 307	1 295	1 079	746	708	817	868
thons	1 173	1 182	626	656	725	947	1 095	844	779	775
holothuries	82	51	57	94	77	48	26	34	31	42
coquilles de trocas	120	153	187	198	199	277	228	144	175	227
Production de crevettes (des fermes membres du GFA)	2 210	2 339	2 278	1 843	2 036	1 830	1 124	1 539	1 630	1 555
Mines-Métallurgie										
Extraction minière (millier de tonnes humides)	7 033	6 445	6 179	7 575	6 662	6 386	8 922	9 232	9 659	11 967
Latérites	2 234	1 850	2 015	2 067	1 641	1 938	2 637	3 394	3 264	4 202
Saprolites	4 799	4 595	4 164	5 508	5 021	4 449	6 285	5 838	6 395	7 765
Production métallurgique (tonne de nickel contenu)	55 180	59 576	62 378	59 796	51 031	52 132	53 940	61 927	62 178	69 206
Ferro-nickels	43 016	46 738	48 723	44 954	37 467	38 230	39 802	40 513	43 030	40 459
Mattes	12 164	12 838	13 655	14 842	13 564	13 902	13 917	13 847	13 417	13 279
NHC	///	///	///	///	///	///	222	7 568	3 378	7 557
NiO	///	///	///	///	///	///	///	///	2 353	7 911
Production de carbonate de cobalt (tonnes de cobalt)	///	///	///	///	///	///	///	///	151	503
Cours du nickel au LME (USD/Lb)	6,27	6,72	11,00	16,89	9,58	6,65	9,89	10,39	7,95	6,81
Cours du dollar (en F.CFP)	96,11	96,03	95,23	87,19	81,59	85,90	90,14	85,78	92,89	89,83
Énergie										
Production d'électricité (Gwh)	1 678	1 883	1 873	1 926	1 880	1 944	2 131	2 256	2 264	2 299
dont thermique	1 341	1 526	1 556	1 499	1 384	1 505	1 811	1 833	1 804	1 788
hydraulique	326	339	288	390	460	397	265	375	399	455
éolienne	11	18	28	37	36	42	52	46	57	52
solaire	///	///	///	///	///	///	3	3	4	4
Construction										
Logements achevés* (nbre)	1 798	2 027	2 312	2 443	2 243	2 637	2 480	2 536	2 721	1 836
Autres constructions achevées* (nbre)	383	422	422	424	520	526	537	585	539	572
Consommation de ciment (tonne)	115 288	123 118	133 662	140 962	139 498	140 173	161 236	147 761	124 956	119 279
Index BT21 (déc. de chaque année, base 100 en déc. 2000)	75,56	77,51	81,11	83,99	92,14	87,85	91,10	94,86	100,00	101,46
Effectifs salariés (moyenne annuelle)	5 977	6 333	6 865	7 694	8 214	8 397	8 755	9 078	8 661	8 411
Transport aérien										
Trafic international (aéroport de Tontouta)										
Passagers (nbre)	385 242	407 746	414 990	443 092	456 632	463 249	479 331	489 794	486 559	476 662
Marchandises (tonne)	5 192	5 566	5 440	5 568	6 222	6 449	6 186	6 258	5 633	4 953
Trafic intérieur (aircal-tous les aérodromes)										
Passagers (nbre)	274 844	274 287	287 682	313 309	342 726	365 063	364 425	348 337	392 491	400 295
Marchandises (tonne)	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	1 428	1 579	1 696
Transport maritime (millier de tonnes)										
Trafic international	5 584	5 210	5 260	6 028	5 118	5 451	7 254	7 113	7 283	7 513
Trafic intérieur	3 001	3 038	3 436	3 503	3 100	2 996	3 335	3 329	3 374	3 338
Tourisme										
Touristes (nbre)	99 515	100 651	100 491	103 363	103 672	99 379	98 562	111 875	112 204	107 753
Durée moyenne de séjour sur le territoire (jour)	16,2	16,8	19,1	19,6	19,7	21,1	20,0	20,1	21,0	20,3
Croisiéristes (nbre)	77 115	81 215	118 898	124 467	152 250	131 231	183 245	235 684	277 941	385 925
Nuitées dans hôtels de Nouméa (nbre)	536 365	543 610	586 081	554 571	615 408	569 041	535 425	663 884	631 769	606 228
dont nuitées des non résidents	369 085	350 379	379 146	347 317	360 233	304 274	279 406	316 228	288 021	285 560
Durée moyenne de séjour à l'hôtel (jour)	4,5	4,4	3,7	2,4	2,9	2,5	2,0	2,1	2,2	2,2
Taux d'occupation des chambres (%)	59,6	61,3	61,9	60,9	62,3	58,8	57,9	61,2	59,1	56,6

(1) De 1995 à 2002, il ne s'agit que des contractuels du secteur public. A partir de 2003 s'y rajoute les fonctionnaires NC et Etat.

* ayant reçu l'attestation COTSUEL.